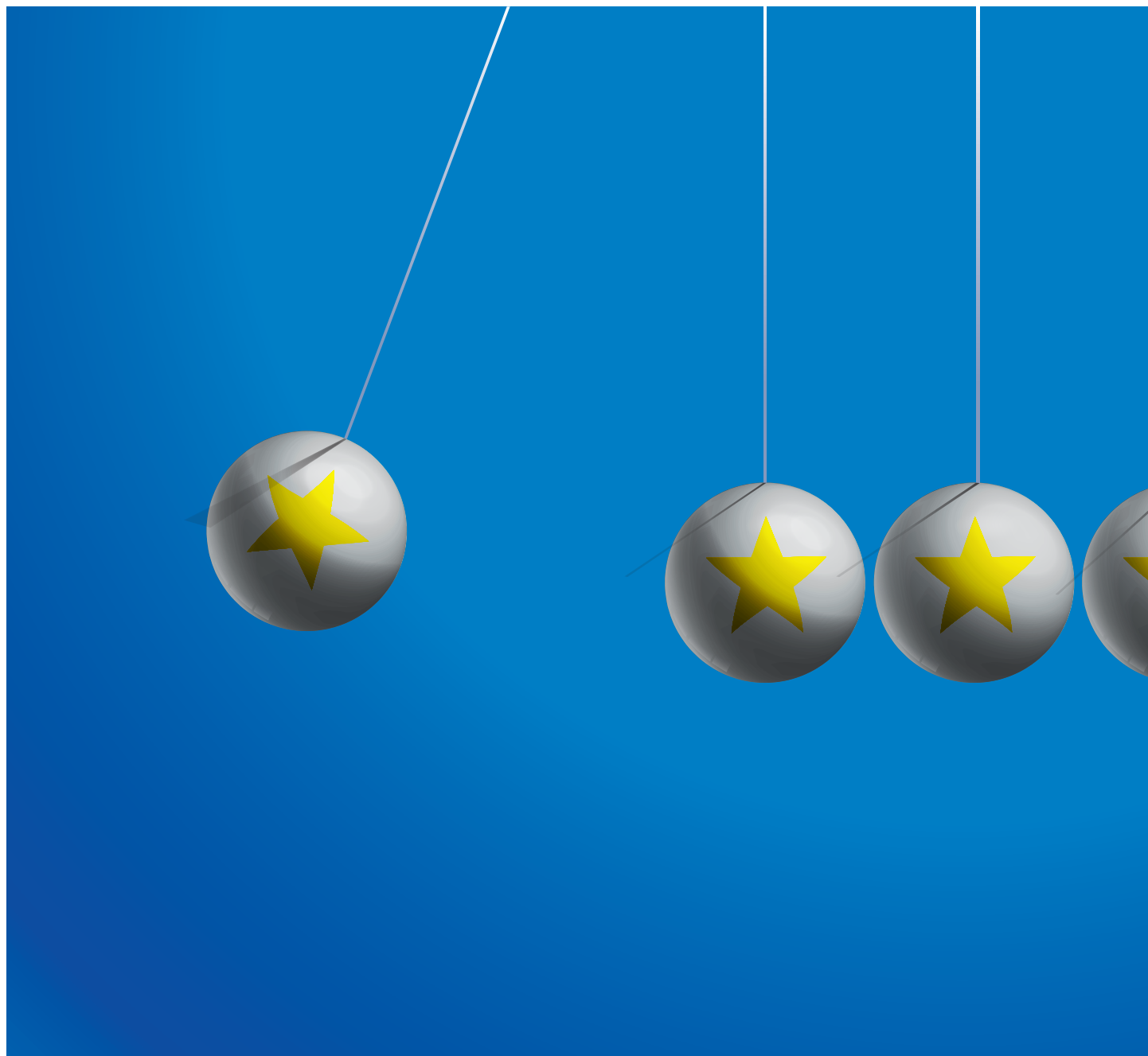


écho

décembre 2017

des entreprises

6



InnovFin - Financement européen de l'innovation page 37

Interview page 4
Marc Wengler

Zoom page 8
Carrières Feidt

Actualité page 48
Prix de l'Environnement 2017

LOVETRIIP

**BARI • MILAN • ROME
TURIN • VENISE**

A PARTIR DE

79€

VOL A/R TTC SERVICES INCLUS

#luxairfeelgood

Réservation sur www.luxair.lu ou
dans votre agence de voyages
www.travelblog.eu

Fly in good company

 **Luxair**

Écho des entreprises
7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
E-mail : echo@fedil.lu

Service publicité :
bob.rume@ic.lu
(+352) 48 00 22 - 506

Éditeur : FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's
Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Paraît 6 fois par an

Directeur :
René Winkin

Ont collaboré à ce numéro :
Martina Christen
Frank Genot
Philippe Heck
Patricia Hemmen
Marc Kieffer
Georges Santer
Stéphanie Schmitz
Michèle Vallenthini
Henri Wagener
René Winkin
Jean-Marc Zahlen

Conception :
Vidale-Gloesener
Impression et mise en page :
Imprimerie Centrale



© Copyright 2017 FEDIL -
The Voice of Luxembourg's
Industry
Tous droits réservés
Des reproductions peuvent
être autorisées en ligne par
www.lord.lu



Sommaire

3

Éditorial

Écologie et opportunités

4

Interview

Marc Wengler - Directeur Général, CFL

8

Zoom

Carrières Feidt

14

Actualité

Visite de travail d'une délégation FEDIL-ICT à Bruxelles / LuxTrust enables the first e-signing of an EU legislative act / EBRC sort son Livre Blanc « Digital needs Trust » / FEDIL goes Start-up / The digital future of the Greater Region : Conférence sur l'incidence de la numérisation sur le marché de l'emploi et la formation / Phoenix Contact et Minusines allient leurs forces / Luxembourg's Industry meets Students / Ampacet Inauguration d'une nouvelle ligne de production / GCL Holdings Inauguration of a new Research and Development centre / Journée Construction Acier 2017 / Accumalux Group Importante acquisition en Bulgarie / Aral Luxembourg fête ses 60 ans / Carlex Neue Produktionsanlage für Windschutzscheiben in Luxemburg / FEDIL Nouveaux membres

37

Focus

InnovFin - Financement européen de l'innovation

48

Actualité

Prix de l'Environnement de la FEDIL 2017

50

Carte blanche

Le Courage de la Vérité par Robert Goebbels

52

Opinion

eGovernment - On Your Computers, Get Set, Go ! by Jean-Marc Zahlen
Espaces de télétravail par Patricia Hemmen

54

Chronique juridique

À l'échelle des sanctions par Patricia Hemmen



TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DE BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS

BAATZ Constructions Exploitation S.à r.l.
1, Breedewues L-1259 SENNINGERBERG
Tél : 42-92-62-1 Fax : 42-92-61
www.baatz.lu

BAATZ
CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION

Écologie et opportunités

À l'occasion de notre récente cérémonie de remise du Prix de l'Environnement, la ministre de l'Environnement Carole DIESCHBOURG, très engagée sur la question climatique, s'est adressée aux entrepreneurs présents pour rappeler l'agenda politique en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre après l'accord de Paris et pour dresser son bilan du récent sommet climatique à Bonn. Elle s'est montrée confiante de voir les autres grands espaces économiques rapidement égaler l'ambition de l'Europe, qui occupe actuellement un rôle de précurseur dans ce domaine. Se référant aux projets que les lauréats 2017 ont réalisés dans les domaines de la protection des ressources, de l'économie circulaire et de la transformation énergétique, elle a souligné que les précurseurs en termes d'implémentation de technologies écologiques bénéficient souvent d'un avantage compétitif.

Il est ressorti de son dialogue avec un panel d'industriels que les objectifs écologiques sont largement partagés. C'est la question de la conception des instruments réglementaires ou promotionnels qui a donné lieu à un échange intéressant. Frank Wagener, directeur financier de Paul Wurth, y a très bien décrit le défi à relever. Les développeurs et fournisseurs européens de solutions technologiques innovantes considèrent les incitations au progrès écologique comme une opportunité d'affaires leur permettant de développer leur activité en contribuant à l'amélioration des performances de leurs clients industriels. Toutefois, si les instruments incitatifs sont mal conçus, de surcroît dans une situation où l'action écologique se limite à notre région seulement, cette opportunité peut se transformer en menace. Tel serait le cas si, sous la pression des coûts, les activités visées étaient délocalisées vers des sites alternatifs à l'extérieur de l'Union européenne. Le fournisseur technologique perdrait non seulement son opportunité d'affaires, pire encore, son client s'éloignerait vers des régions où il sera beaucoup plus difficile de le regagner.

La récente réforme du système européen de négoce de quotas (ETS) a servi d'opportunité pour discuter de cette ambivalence. À la recherche d'un compromis entre le Conseil et le Parlement européen sur la conception de l'instrument (l'objectif à atteindre n'ayant pas fait l'objet de controverses), les ministres n'ont pas voulu suivre les



parlementaires dans leur tentative de réduire les émissions tout en donnant assez de garanties aux industries exposées. Il s'agissait de les protéger lorsque leurs performances écologiques sont à la pointe. Il ressort de la réaction compréhensible de certains secteurs concernés qu'avec les insuffisances du compromis sur l'ETS, et à défaut d'un « level

playing field », un nouveau chantier plus large s'ouvre. En effet, l'appel à la protection des secteurs touchés par l'ETS en Europe, moyennant un renchérissement des importations des produits en question, annonce un problème potentiel pour une multitude de secteurs en Europe qui jusqu'à présent ne se sentaient pas visés.

Notre ministre et les industriels se sont montrés d'accord qu'il faudra déployer tous les efforts possibles pour créer ce « level playing field » en matière de politique climatique. Le protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone a été cité à juste titre pour illustrer à quel degré une action globalement concertée peut être efficace pour s'attaquer à une problématique donnée.

La FEDIL est persuadée que le progrès écologique et la transition énergétique représentent de très belles opportunités pour toutes nos industries si les instruments restrictifs ou incitatifs sont conçus de manière intelligente. Ces évolutions ne se font pas sans adaptations, restructurations ou redéfinitions de nos modes de production et de consommation. Nos industries font partie du mouvement. Nous voulons comprendre les orientations de ce mouvement, les aborder avec nos entreprises et apporter nos conclusions aux décideurs politiques.

René Winkin, directeur de la FEDIL

Marc Wengler

Directeur Général, CFL

La digitalisation de la supply chain ou logistique 4.0 sont désormais des thèmes récurrents dans votre secteur. Selon vous, quels en sont les défis majeurs ?

Tout d'abord, je tiens à souligner que je préfère considérer les défis comme des opportunités. Il est vrai qu'actuellement nous nous trouvons dans une phase cruciale dans l'évolution technologique dont nous devons tenir compte, mais il s'agit d'un processus continu dans l'ère du temps que nous ne découvrons pas aujourd'hui pour la première fois, mais qui a toujours été un élément que nous avons considéré dans notre stratégie. Cette évolution, dont la digitalisation est un élément parmi d'autres, nous donne donc des opportunités énormes à saisir. Une veille technologique permanente existe déjà avec une analyse approfondie par rapport aux évolutions technologiques et donc, en l'occurrence, en matière de digitalisation. Cette analyse fait partie intégrante de notre « IT-Roadmap » en vue d'une amélioration continue à tous les niveaux et toujours dans l'optique de fournir une valeur ajoutée au client, que ce soit en logistique ou en transport en commun.

Ainsi, pour vous donner des exemples concrets, nous avons mis en œuvre des adaptations visibles pour le client. Notamment, en matière de communication avec notre client : notre application mobile. Cette appli permet de consulter le trafic en temps réel, donc de connaître d'éventuels retards ou modifications de manière rapide et simple et bientôt une interface commerciale pour l'achat de tickets sera également accessible. Puis notre site web, qui est en train d'être modernisé et qui permettra dans un avenir proche une réactivité supérieure et une compatibilité avec tous les supports techniques. Par ailleurs, nous avons une présence sur les réseaux sociaux, tels que Twitter, Facebook ou blog. Ensuite des projets WIFI pour nos gares, trains et bus sont en cours afin d'offrir à nos clients une meilleure connectivité à internet.

Nous menons également des projets digitaux touchant nos équipes en interne. Le projet « Railtab » vise à munir les équipes de tablettes. Les conducteurs n'auront donc plus à porter des sacs lourds, mais tout sera désormais numérique et donc plus maniable.

La digitalisation contribue réellement à nous faciliter certaines tâches. Elle permet par exemple des simulations complètes des horaires de trains, la gestion de l'interface client ainsi que l'organisation de la planification. Dans cet ordre d'idées, nous avons par exemple un projet pilote de digitalisation pour la « predictive maintenance », c'est-à-dire des capteurs qui surveillent l'état des appareils de voie et permettant de mesurer en quelque sorte leur taux d'usure. Ainsi, nous pouvons mieux évaluer le moment d'intervention de la maintenance préventive. L'objectif, dans ce sens, est de réduire le nombre d'incidents techniques afin d'améliorer la disponibilité des installations fixes. Au final, c'est le client qui en profite.

Ces projets seront déployés pendant les mois à venir afin de donner une plus-value réelle et concrète à nos clients.

Parlant de logistique, comment comptez-vous rapprocher l'offre de CFL multimodal des besoins en logistique des entreprises établies au Luxembourg ?

Sur les 5 dernières années, le chiffre d'affaires de CFL multimodal a augmenté en moyenne de 15% par an, illustrant une dynamique de développement certaine, tant par la diversification de son portefeuille de clients que par l'élargissement de son portefeuille d'activités. Une tendance similaire peut être observée auprès de CFL cargo, notre opérateur ferroviaire de la branche marchandises, où le chiffre d'affaires a doublé en dix ans. Les besoins en logistique des entreprises n'ont pas cessé d'évoluer ces dernières années. La demande du marché s'oriente de plus en plus vers des besoins en solutions logistiques complètes, sur mesure et à haute valeur ajoutée. Raison pour laquelle nous avons continuellement investi dans l'élargissement de notre éventail de services de façon à couvrir aujourd'hui une très large part de l'ensemble de la chaîne logistique. À cela s'ajoute le fait qu'un des principaux facteurs clés de succès est l'innovation dans le cadre de la conception de nos services. À titre d'exemple, on peut mentionner la mise en exploitation de notre nouvelle plateforme multimodale de Bettembourg-Dudelange. Moderne et performante, la





plateforme pourra supporter des projets de développement des entreprises de la Grande Région envisageant d'organiser tout ou une partie de flux logistiques autour du « hub » tout en ayant recours à une panoplie de services complémentaires à haute valeur ajoutée.

Quel est le positionnement du Luxembourg dans l'établissement du réseau transeuropéen pour les transports (TEN-T) ?

Le réseau transeuropéen de transport, élément central de la politique européenne en matière de transport, est un programme de développement des infrastructures de transport de l'UE. La création du réseau vise à favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux. Ce même réseau permettra d'éliminer les goulots d'étranglement, de moderniser les infrastructures et de rationaliser les opérations de transport transfrontalier pour les passagers et les marchandises dans l'UE. Une attention particulière y est accordée à la sécurité ferroviaire. À cet égard, les parties du réseau traversant le Luxembourg sont aujourd'hui équipées à 100% par le système de sécurité européen ECTS (European Train Control System). Le Luxembourg est d'ailleurs le premier pays en Europe à avoir équipé l'entièreté de son réseau ferré par ce système interopérable, qui permet un contrôle permanent de la vitesse des trains et une transmission d'informations ponctuelles par balises.

En outre, 51,1 millions d'EUR ont été investis en communication vocale et transmission de données ferroviaires (GSM-Rail) afin de garantir une interopérabilité et donc un remplacement de tous les systèmes analogues de radiocommunication ferroviaire. Le projet sera finalisé mi-2018.

La politique TEN-T vise en outre la mise en œuvre de déplacements moins encombrés, de trajets plus fluides et plus rapides et davantage d'homogénéité dans les systèmes techniques.

En ce qui concerne la suppression des passages à niveau, nous avons prévu 10 suppressions sur les 6 années à venir.

Finalement, l'électrification de la ligne en direction d'Arlon permettra d'harmoniser le système d'alimentation électrique au Luxembourg.

Parlant de Rifkin, les CFL contribuent à la mise en place d'un concept de mobilité intégrée, quelle est la stratégie des CFL pour étendre ces concepts ? Existe-t-il des plans pour pousser plus loin cette multi-modalité ?

Actuellement, les CFL opèrent non seulement des trains nationaux et transfrontaliers mais participent aussi à l'exploitation de certaines lignes de bus du réseau RGTR. Une majorité des gares est équipée d'espaces de stationnement pour voitures particulières. Nombreuses sont entretemps les « M-Box », des endroits sécurisés pour le stationnement de vélos, à proximité des gares.

D'ici la fin de l'année, une nouvelle plateforme d'échange multimodale sera mise en exploitation, à savoir le nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg. Ce dernier permettra la connexion entre le rail lourd et le tramway, la mobilité douce et les bus, sans parler d'un funiculaire qui assurera la connexion entre l'arrêt ferroviaire et le plateau du Kirchberg.

D'autres plateformes d'échange multimodales sont projetées à Howald et à Ettelbrück. À cela s'ajoute le fait qu'une série de parkings en surélévation sont planifiés à Wasserbillig, Mersch, Ettelbrück, Rodange, Troisvierges et Bascharage.

À l'avenir, les clients souhaiteront de véritables solutions de mobilité indépendamment du ou des modes de transport impliqués. L'objectif est de se déplacer de la manière la plus pertinente de A vers B.

Les CFL souhaitent accompagner ce besoin en mobilité et ce par la réalisation des projets (entre autres) mentionnés ci-avant et notamment par le lancement d'un nouveau produit, le « car-sharing ». Ainsi, la gamme de services de mobilité sera élargie. À côté des trains et des bus, les CFL, à travers leur nouvelle filiale CFL Mobility, vont lancer un service de partage de voitures à dimension nationale avec 20 stations et 84 voitures dans un premier temps. L'idée est d'offrir davantage de flexibilité (d'où le nom du produit FLEX) aux clients en combinant les avantages des modes de transport publics avec la possibilité de recourir à l'usage d'une voiture par un système de réservation convivial. Le produit sera lancé début 2018.

Interview : Michèle Vallenthini, Head of Communication auprès de la FEDIL





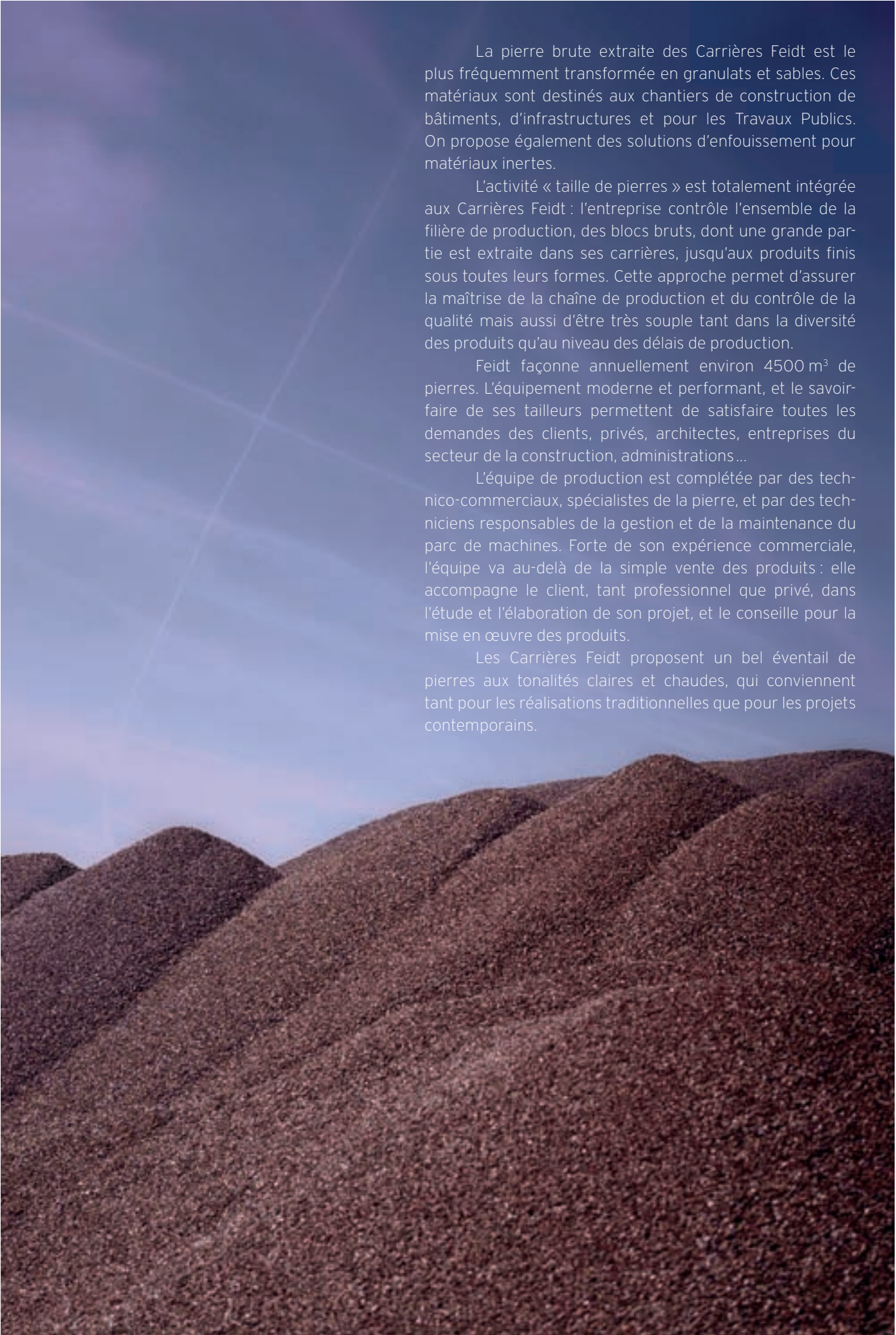
Carrières Feidt

La pierre naturelle en architecture : une valeur sûre entre tradition et modernité

La S.A. Carrières Feidt, société intégrée dans le secteur de l'industrie extractive au Luxembourg, est active dans les métiers de la pierre régionale depuis plus de 65 ans et compte plus d'une centaine d'employés. Elle exporte ses produits vers les pays limitrophes, l'Allemagne, la France et la Belgique.

Les activités, à la croisée entre une approche artisanale et l'application des dernières technologies de pointe, s'articulent autour de plusieurs sites d'extraction et de production au Luxembourg, dont celui d'Ernzen dédié à la pierre de taille. Elles sont pilotées par une équipe passionnée et experte dans tous les métiers de la pierre naturelle. La commercialisation des gabions vient compléter l'offre. Ces « paniers de pierres » constituent une solution efficace et esthétique pour la stabilisation de talus. C'est également un produit innovant pour l'aménagement et la décoration de jardins ainsi que pour le parement de façades de bâtiments.





La pierre brute extraite des Carrières Feidt est le plus fréquemment transformée en granulats et sables. Ces matériaux sont destinés aux chantiers de construction de bâtiments, d'infrastructures et pour les Travaux Publics. On propose également des solutions d'enfouissement pour matériaux inertes.

L'activité « taille de pierres » est totalement intégrée aux Carrières Feidt : l'entreprise contrôle l'ensemble de la filière de production, des blocs bruts, dont une grande partie est extraite dans ses carrières, jusqu'aux produits finis sous toutes leurs formes. Cette approche permet d'assurer la maîtrise de la chaîne de production et du contrôle de la qualité mais aussi d'être très souple tant dans la diversité des produits qu'au niveau des délais de production.

Feidt façonne annuellement environ 4500 m³ de pierres. L'équipement moderne et performant, et le savoir-faire de ses tailleurs permettent de satisfaire toutes les demandes des clients, privés, architectes, entreprises du secteur de la construction, administrations...

L'équipe de production est complétée par des technico-commerciaux, spécialistes de la pierre, et par des techniciens responsables de la gestion et de la maintenance du parc de machines. Forte de son expérience commerciale, l'équipe va au-delà de la simple vente des produits : elle accompagne le client, tant professionnel que privé, dans l'étude et l'élaboration de son projet, et le conseille pour la mise en œuvre des produits.

Les Carrières Feidt proposent un bel éventail de pierres aux tonalités claires et chaudes, qui conviennent tant pour les réalisations traditionnelles que pour les projets contemporains.



Les usages les plus répandus au Luxembourg sont les encadrements de fenêtres ou de portes, ainsi que pour les appuis et les seuils, mais aussi les soubassements de murs et enfin, les murs et murets accompagnés de leurs couvre-murs.

Parmi quelques-unes des réalisations emblématiques de l'entreprise, figurent les travaux de rénovation et d'agrandissement de la gare de Luxembourg et, actuellement, elle participe au chantier du Pont Adolphe.

La politique globale d'avenir de Feidt s'inscrit dans une perspective environnementale durable par l'optimisation de la gestion des ressources et l'aménagement des sites. De plus, la localisation et l'ensemble des processus de production et de commercialisation a valu aux Carrières Feidt l'attribution du label « Made in Luxembourg ».

Carrières Feidt produit et commercialise des pierres nationales et régionales. Face à la forte concurrence de pierres d'origine non européenne, les caractéristiques de ces pierres locales, en adéquation avec les exigences climatiques et fonctionnelles, répondent au respect des normes et du contrôle qualité qui leur sont imposés comme matériaux de construction. Cela s'inscrit dans une démarche de sensibilisation aux impacts environnementaux.

Le secteur de l'industrie extractive est aussi caractérisé par un bilan carbone et un impact environnemental très favorable au regard des autres industries et notamment celles des matériaux concurrents. Dans ce contexte, les Carrières Feidt sont particulièrement attentives à la maîtrise de leur impact par la gestion de l'optimisation de ses ressources mais aussi de leur environnement et de la réhabilitation de leurs sites qui deviennent alors des biotopes remarquables.



Texte : Michèle Vallenthini, Head of Communication auprès de la FEDIL

Photos : Carrières Feidt

zoqm


**CARRIERES
FEIDT**

Carrières Feidt s.a.
Montée d'Ernzen
L-7636 Ernzen
T. (+352) 87 94 75-308
F. (+352) 87 94 78

Plus d'informations sur www.carrieresfeidt.lu

Effectif	133 personnes
Capital social	1.500.000 EUR
Année de fondation	1946
Administrateurs	Guy Feidt, Ferdinand Feidt, Jeff Feidt, Francine Feidt
Clientèle	Privée et professionnelle, instances publiques
Activité	Extraction et travail de la pierre naturelle, production de concassés et sables, vente de gabions et de matériaux de remplissage, exploitation de sites d'enfouissement de matériaux inertes.

Visite de travail d'une délégation FEDIL-ICT à Bruxelles

Du 6 au 7 novembre 2017, une délégation FEDIL-ICT, composée du Président de l'association sectorielle de la FEDIL, M. Gérard Hoffmann, de deux membres du Conseil d'administration de l'association, M. Romain Lanners, secrétaire général de POST Luxembourg et M. Tom Kettels, Chief Business Development Manager chez LuxConnect, ainsi que de deux représentants du bureau bruxellois de SES S.A., Mme Christine Leurquin, VP Institutional Relations et Mme Amélie Werbrouk, Junior Coordinator, Institutional Relations, s'est rendue à Bruxelles afin de rencontrer les députés européens luxembourgeois et les représentants de la Représentation permanente du Luxembourg à Bruxelles.

Au cours de la soirée du 6 novembre 2017, la délégation FEDIL-ICT a participé au lancement officiel du Business Club Belgium - Luxembourg (BCBL), inauguré à la Maison du Grand-Duché de Luxembourg, sous le haut patronage du ministre des Finances du Luxembourg, M. Pierre Gramigna et du Vice-Premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, M. Kris Peeters. Le BCBL, fruit d'une initiative conjointe de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles et de la Chambre de Commerce du Luxembourg, s'est fixé pour mission de promouvoir les échanges commerciaux entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en rassemblant des entreprises de toutes tailles et de divers secteurs économiques au sein d'une même plateforme. Les échanges au sein de cette plateforme se concentreront au cours de la première année autour de sujets tels que la construction, l'industrie 4.0, les technologies de l'espace ou encore la logistique et les transports.

Le 7 novembre 2017, la délégation FEDIL-ICT a eu l'opportunité de rencontrer cinq députés européens luxembourgeois, à savoir Mme Viviane Reding, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Georges Bach, M. Frank Engel et M. Charles Goerens, pour un échange de vues fructueux au sujet de deux nouvelles propositions législative présentées par la Commission européenne le 19 septembre 2017 concernant la cybersécurité et la libre circulation des données.

Lors d'un déjeuner de travail, la délégation FEDIL-ICT a également eu l'occasion de porter à l'attention de l'attaché en charge des dossiers télécommunications, société

de l'information, audiovisuel et protection des données de la Représentation permanente du Luxembourg à Bruxelles, M. Thomas Schmitz, ses revendications principales relatives aux propositions de la Commission européenne sur la cybersécurité et la libre circulation des données. De plus, elle a également obtenu un aperçu exhaustif de l'avancement de tous les travaux ayant trait aux dossiers relatifs au marché unique numérique européen.

Finalement, le Président de FEDIL-ICT, M. Gérard Hoffmann, a participé à l'émission sur l'Union européenne, animée hebdomadairement par M. Georges Bach, émission intitulée « E Bléck op Europa », et diffusée sur la chaîne « . dok den oppene kanal ».

www.fedil.lu



LuxTrust

enables the first e-signing
of an EU legislative act



On Wednesday 25 October, EP President Antonio Tajani and Matti Maasikas, of the Estonian Presidency of the Council, signed electronically the first EU legislative act, legally-binding texts of the revised regulation on "Security of gas supply".

European Parliament President Antonio Tajani was equipped with a LuxTrust smartcard, enabling him to produce a qualified e-signature, the only signature having the equivalent legal effect of a handwritten signature.

"I am happy that today we can sign such an important Regulation electronically (...) The European Parliament in its report on e-government in May this year asked the EU institutions to set an example in the area of e-government. Today we are acting on our own call. This signature is a demonstration on how digital solutions can work in practice", said Mr Tajani.

This is an additional step in the implementation of eIDAS regulation, enabling secure and seamless electronic interactions between businesses, citizens and public authorities within Europe, thanks to digital trust services.

"We are extremely pleased to be part of the digital transformation of Europe and believe electronic signature will become the norm. It is a new way of acting that will speed-up business processes, improve the level of service and make people save paper, time, and money while embracing security and trust. LuxTrust is committed to enabling digital identities and services throughout Europe, and it is an honour to be selected for enabling the first e-signing of EU acts", said Pascal Rogiest, CEO of LuxTrust.

www.luxtrust.com

Offrir une deuxième vie,
notre métier.

Notre inspiration : donner un nouveau
souffle à vos déchets. Leur durée de vie
n'aura plus de date d'expiration.

+ 352 52 27 27 - 1 lamesch.lu

suez
LAMESCH

COMED



BIL Business Owner

Développez votre entreprise et votre patrimoine privé en toute sérénité.

www.bil.com/businessowner

Vous avant tout



BANQUE
INTERNATIONALE
À LUXEMBOURG

EBRC

Sortie de son Livre Blanc « Digital needs Trust »

L'accélération technologique exponentielle et une fusion des technologies poussent notre société vers de nouveaux « business models » disruptifs. Une véritable déferlante de révolutions parallèles va profondément modifier nos sociétés : technologies de l'information, intelligence artificielle, robotique, sciences cognitives, biotechnologies, nanotechnologies...

Une nouvelle ère commence, basée sur un nouvel « or noir » : les données. Cette ère digitale appartiendra aux entreprises et aux institutions qui ont intégré, à la fois, côté « pile », agilité, rapidité d'exécution et adaptation face au changement et également, côté « face », protection de cette nouvelle matière première que sont les données, notamment face aux risques croissants liés à la cybersécurité.

La digitalisation touche toutes les industries : finance ou automobile, agriculture ou énergie... Des centaines de « business models » sont transformés ou redéfinis. Si cette numérisation engendre de nombreuses opportunités, elle génère aussi de nouvelles menaces (pertes de contrôle, failles de sécurité, cyberattaques, modifications de l'intégrité de l'information...).

Déjà, les technologies digitales contribuent considérablement à améliorer la condition humaine. La digitalisation sauve des vies, elle permet d'envisager la fin de la faim dans le monde... De l'autre côté, de nouveaux risques sous-jacents au numérique apparaissent : à court terme sur la « cybersécurité » mais également à moyen terme sur les valeurs citoyennes et humaines fondamentales.

Tel le côté pile d'une pièce, le développement du digital et de ses promesses dépendent de l'existence d'un cadre de confiance qui en garantit la sécurité, le côté face.

Créer un cadre de confiance pour permettre l'émergence du digital

L'Europe veut saisir ces nouveaux vecteurs de croissance offerts par le digital. Ainsi, l'Union européenne a pris des initiatives et a fait preuve de clairvoyance en élaborant le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), véritable bouclier de protection pour le citoyen européen quant à l'utilisation de ses données personnelles. Elle a également décidé de renforcer le rôle de l'ENISA en tant qu'agence de cybersécurité de l'Union, tout en ouvrant la voie pour établir une cinquième liberté fondamentale, celle de la libre circulation des données.



La révolution digitale constitue bien plus qu'un enjeu économique : un véritable enjeu de société.

EBRC, partenaire européen du digital

Dans un monde en accélération, avec une incertitude croissante, agilité et sécurité constituent désormais des savoir-faire indissociables, complémentaires et interdépendants. Peut-on encore concevoir et opérer des systèmes d'information sans considérer la sécurité comme élément fondateur ? La sécurité absolue n'existe pas. Elle doit être intégrée dans chaque maillon de la chaîne. Ou, peut-on n'être que spécialisé dans le domaine de la cybersécurité sans être partie prenante sur l'agilité opérationnelle exigée au quotidien par les entreprises ? Le côté pile, la recherche d'agilité, d'accélération et le côté face, la nécessité de protéger, constituent un tout unique.

« La confiance constitue la clef du développement digital. EBRC s'inscrit totalement dans cette vision de l'UE : la création d'un espace numérique unique, à l'échelle du continent, basé sur la libre circulation des données mais également sur la protection de ces données. En tant que centre de confiance digital, EBRC accompagne les entreprises et les aide à relever les défis de la digitalisation, en termes d'agilité et d'innovation de rupture et en même temps, en les protégeant face aux menaces grandissantes : cybersécurité, protection des données », déclare Yves Reding, CEO d'EBRC.

Dans son nouveau Livre Blanc, EBRC invite les entreprises et les institutions à construire ensemble, au-delà des frontières, l'écosystème digital de confiance dont l'Europe a besoin.

Intitulé « Digital needs Trust », le Livre Blanc est disponible gratuitement en téléchargement sur le site d'EBRC.

www.ebrc.com

FEDIL goes Start-up

Dans le cadre d'une soirée organisée à l'EXIT le 2 octobre 2017, la FEDIL a reçu quelque 40 start-ups afin de leur présenter son offre destinée aux jeunes entreprises.

Nicolas Buck, président de la FEDIL, a exposé les avantages d'une affiliation à notre fédération. En effet nouer des contacts avec les start-ups représente une situation win-win : alors que la FEDIL a l'occasion de ne jamais cesser à se renouveler et à happer les dernières tendances de l'industrie, les start-ups peuvent bénéficier du network étendu d'une fédération presque centenaire ainsi que de toute l'offre d'accompagnement que nous proposons à nos membres.

Dans son allocution Xavier Bettel a salué l'ouverture d'esprit de la FEDIL et a promis tout son soutien aux entrepreneurs en herbe afin de faire du Luxembourg une vraie start-up nation.

Autour d'un panel avec Genna Elvin de Tadaweb et Rodrigo Sepúlveda Schulz, animé par Nicolas Buck, les participants de l'événement ont pu poser aux panelistes toutes leurs questions en matière de financement tout aussi bien que sur des sujets liés à l'entrepreneuriat.

La soirée s'est conclue par un pot d'amitié.

www.fedil.lu





« The digital future of the Greater Region »

Conférence sur l'incidence de la numérisation sur le marché de l'emploi et la formation



3^{ème} rencontre scolaire « Digital Kids » en présence de Corinne Cahen (ministre à la Grande Région, ministre de la Famille et de l'Intégration) et de Claude Meisch (ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse)

Sur invitation de la Présidente du Sommet des Exécutifs de la Grande Région, Corinne Cahen, et des ministres Nicolas Schmit et Claude Meisch, une conférence sur l'avenir digital de la Grande Région s'est tenue le 15 novembre 2017 au Lycée Athénée de Luxembourg.

La Grande Région connaîtra avec la révolution digitale de profonds changements tant sur le plan économique que social. L'objectif de cette conférence a été d'aborder les incidences de la numérisation sur le marché de l'emploi et la formation avec les acteurs de la Grande Région. « La Grande Région veut être acteur, devenir une région modèle dans le domaine de la numérisation » a souligné Corinne Cahen, ministre luxembourgeoise à la Grande Région. « Le monde digital par définition ne connaît pas de frontières, d'où la nécessité de coopérer au sein de la Grande Région. »

Des acteurs politiques, économiques et académiques de la Grande Région ont eu des échanges sur les nombreux défis posés par la numérisation et les stratégies à développer.

Depuis quelques années, le monde du travail connaît une évolution rapide avec l'essor des nouvelles technologies. Pour Nicolas Schmit, ministre luxembourgeois du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire, « la nouvelle économie numérique verra certainement des emplois disparaître et surtout de nombreux emplois se transformer : la formation et la requalification sont au cœur des politiques axées sur le développement des compétences. Notre objectif : ne laisser personne de côté ! »

Face à un monde du travail où le changement permanent domine, l'orientation scolaire devient de plus en plus importante. Il importe de renforcer la promotion des

technologies et d'adapter la conception des programmes enseignés en informatique.

Les ministres de l'Éducation de la Grande Région ont eu des échanges sur les projets-pilotes pédagogiques et les actions menées dans leur région respective pour préparer au mieux les jeunes au monde du travail de demain. Pour Claude Meisch, ministre luxembourgeois de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, une évidence s'impose : « la société s'est mise au digital, l'école doit s'y mettre aussi ».

Encore faut-il trouver les personnes compétentes pour occuper les postes et promouvoir l'entrepreneuriat dans ce nouveau secteur économique. La durabilité du secteur dépend donc aussi de la capacité de développer un vivier de compétences et de ressources humaines.

Au vu des premières initiatives numériques qui existent de part et d'autre de la frontière, les responsables politiques ont tous mis en exergue le développement de synergies et de projets communs dans la Grande Région.

En marge de la conférence, la 3^{ème} rencontre scolaire de la Grande Région « Digital Kids » a eu lieu, qui a rassemblé une centaine d'élèves de cinq écoles primaires et qui a été dédiée aux nouvelles technologies numériques. Lors de cette rencontre, les enfants ont pu se projeter dans l'univers numérique de demain en apprenant à manier une imprimante 3D, à programmer un textile « intelligent », à créer des tableaux de lumière et à produire des contenus pour les réseaux sociaux.

www.granderegion.net



Nicolas Buck (président de la FEDIL) est intervenu à la table ronde consacrée au sujet de l'économie en transition



Nicolas Schmit (ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire)

Fidélisez.

Pour plus de réussite.



Grâce aux avantages de notre solution de **Régime Complémentaire de Pension**, vous fidélisez vos employés et augmentez votre attractivité auprès de nouveaux talents. Contactez-nous sur advantis@foyer.lu ou rendez-vous chez **votre agent Foyer**.



Einfach fir
lech do

Foyer.lu

Phoenix Contact et Minusines allient leurs forces



Le spécialiste de solutions électriques MINUSINES S.A. a signé un accord pour distribuer les produits Phoenix Contact sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg. Grâce au réseau de distribution dont dispose Minusines, Phoenix Contact va renforcer sa présence sur le marché luxembourgeois.

Minusines a annoncé qu'elle a renforcé son offre de matériel à travers un nouvel accord conclu avec l'entreprise Phoenix Contact localisée à Bertrange et leader dans le domaine de l'électronique et de l'électrotechnique.

Grâce à sa longue expérience, son savoir-faire et son assortiment des plus grandes marques de la branche, Minusines est devenu le partenaire incontournable de tous les maîtres d'ouvrages, architectes, bureaux d'études, électriciens et installateurs. Dès la signature, Minusines pourra, à travers l'accord d'un agrément, distribuer les produits Phoenix Contact au Grand-Duché du Luxembourg.

« L'intégration de la gamme de produits d'un grand fabricant dans le domaine de l'électronique et de l'électrotechnique comme Phoenix Contact dans le portfolio Minusines viendra alimenter notre e-shop et le matériel vendu au comptoir. Ce nouveau partenariat nous permettra d'offrir un panel de solutions plus large à notre clientèle. De plus, Minusines bénéficiera des retombées de la promotion des produits Phoenix Contact par leur équipe commerciale sur le marché national », a déclaré Laurent Saeul, CEO de Minusines.

L'intérêt de cette collaboration réside dans la synergie de deux grands noms bien implantés dans le secteur de l'électronique luxembourgeois afin de mettre en commun leurs forces respectives.

www.minusines.lu
www.phoenixcontact.lu

Luxembourg's Industry meets Students

Pour les entreprises, la course aux talents, aujourd'hui globalisée, constitue un enjeu majeur. La promotion de l'industrie luxembourgeoise auprès des talents de demain fait donc partie des priorités de la FEDIL. Les foires universitaires et salons de recrutement sont l'occasion idéale pour gagner en visibilité et approcher directement les étudiants et futurs diplômés au moment crucial de leur choix de carrière professionnelle. Or, il peut être une charge considérable pour les entreprises de visiter beaucoup de ces événements avec un stand d'exposition séparé. Depuis peu, la FEDIL leur donne donc la possibilité de rejoindre son stand commun qui a pour slogan « Work in Luxembourg's industry ». À travers ce stand, elles ont l'occasion de présenter leurs opportunités d'emploi et de rechercher des candidats potentiels ou des stagiaires.

Salons visités

Unicareers.lu

La 4^{ème} édition d'Unicareers.lu, le salon de recrutement officiel de l'Université du Luxembourg, s'est tenue le 29 septembre 2017 au Luxembourg Congrès à Luxembourg-Kirchberg. Le salon était dédié aux étudiants à la recherche d'un stage ou d'un premier emploi ainsi qu'aux profils expérimentés ayant jusqu'à 5 ans d'expérience professionnelle. Le public était composé aussi bien d'étudiants luxembourgeois que, grâce à des bus gratuits en provenance de Paris, Lyon, Lille, Strasbourg, Bruxelles/Louvain, Liège, Sarrebruck, Trèves..., de personnes issues d'autres universités de la Grande Région. Avec près de 130 exposants, le salon réunissait les principaux employeurs du Luxembourg, parmi lesquels se trouvaient les entreprises ayant rejoint le stand de la FEDIL au sein du pavillon « Industrie-Transport ». Le stand a été visité par environ 300 candidats potentiels pour les 47 offres d'emploi ou de stage proposés par les entreprises participantes.

Firmenkontaktmesse (FiKoM)

Le 26 octobre 2017 s'est ensuite tenue, à Deux-Ponts (Zweibrücken) en Allemagne, la FiKoM organisée par l'Université des sciences appliquées de Kaiserslautern.



Il s'agit d'une foire qui s'adresse aux élèves des cinq disciplines suivantes :

- Sciences de l'ingénierie appliquée
- Logistique Appliquée et Science des polymères
- Construction et conception
- Économie & Affaires
- Informatique et technologie de microsystèmes

L'échange personnel permettait à nos conseillers de rendre attentif ces jeunes, pour la majorité non-familiers avec le paysage professionnel luxembourgeois, à la présence au Luxembourg d'entreprises comptant parmi les plus innovantes et les mettre en contact, selon leur spécialité et leur niveau d'éducation, avec les acteurs-clés respectifs (entreprises, chercheurs, instituts, ...).

Entreprises participantes

Les entreprises suivantes ont été présentes ou se sont fait représenter sur le stand commun :

- Axia Interim
- CBL
- CDCL - Compagnie de Construction Luxembourgeoise
- Cebi Luxembourg
- Ceratizit
- Circuit Foil
- Cofely Services
- Dupont
- EQOS Energie Luxembourg
- European Data Hub

- Flen Health
- Guardian Europe
- Goodyear
- Kronospan
- Manpower
- Post
- Schroeder & Associés
- RH Expert
- SES
- Soludec

Offres d'emploi et de stage

Lors des deux événements, les candidats potentiels ont pu choisir entre 47, respectivement 33 offres d'emploi ou de stage annoncées par les entreprises participantes dans les secteurs les plus divers, dont notamment :

- Administration / Secrétariat
- Bureau d'étude / Ingénierie / Conseil
- Bâtiment / Travaux Publics
- Communication / Marketing / Médias
- Comptabilité / Fiscalité / Contrôle de gestion
- Environnement / Energies
- Industrie
- Informatique / Multimédia / Télécommunication
- Management
- Recherche & Développement
- Recrutement / Ressources Humaines

Feedbacks

Julien BOSSU,

Directeur RH de CDCL S.A.

« Nous avons participé à Unicareers.lu sur le stand que la FEDIL nous avait mis à disposition et nous avons rencontré d'excellents candidats.

Le fait d'avoir un stand FEDIL permet d'accrocher des candidats intéressés par le secteur industriel en général, ce qui nous a permis de rencontrer des profils que nous n'aurions peut-être pas vus si nous avions eu un stand uniquement consacré à notre secteur d'activité. De plus, la FEDIL, avec l'ensemble de ses membres, représente énormément



d'employeurs de la place grand-ducale ce qui est un véritable atout d'attractivité pour les candidats en général.

La présence du personnel FEDIL sur le stand a permis de présenter d'abord la FEDIL de manière générale pour pouvoir ensuite diriger de manière plus précise les candidats vers les entreprises-membres présentes, ce qui représente un vrai plus en termes de ciblage des profils. »

Nathalie GRANDADAM

Responsable Ressources Humaines & Infrastructure Leasing ; EQOS Energie Luxembourg S.à r.l.

« Ce type d'événement permet au recruteur dans un premier temps de représenter la société et de donner par sa présence envie de l'intégrer.

Ce premier face-à-face avec le candidat, dans un environnement « non officiel », permet une approche humaine et non basée sur des compétences techniques ou un CV, ce qui a beaucoup d'importance.

Le côté « émotionnel » dans un recrutement est essentiel, et cet environnement a pu le permettre.

Notre présence était orientée vers une recherche de stagiaire, et cela aboutira certainement sur une convention de stage pour 2018. »

Myriam KUNTER

Schroeder & Associés

« Nous avons réceptionné 3 profils intéressants et avons pris attache auprès des candidats en vue d'un entretien. »

www.fedil.lu

Ampacet

Inauguration d'une nouvelle ligne de production de couleurs au Luxembourg

Ampacet, un des principaux fournisseurs mondiaux de mélanges-maîtres, annonce le lancement d'une nouvelle ligne de production de couleurs à Dudelange, Luxembourg. En 2012, Ampacet a investi plus de 25 millions d'EUR dans des installations situées à Dudelange et comprenant un laboratoire de recherche et développement à la pointe de la technologie, un centre de conception et de design, ainsi que l'une des plus importantes lignes de production de mélanges-maîtres blancs.

La nouvelle ligne de production d'Ampacet, capable de produire plus de 2.000 tonnes de mélanges-maîtres couleurs par an, a été développée en vue de parfaire l'expérience globale du client en optimisant les délais d'exécution des commandes et en assurant une livraison encore plus flexible. Conçue dans un souci de sécurité, d'ergonomie et d'impact environnemental, cette nouvelle ligne intègre un système de dépoussiérage à haut rendement, un ascenseur sécurisé pour les matières premières, une ensacheuse semi-automatique et une étiqueteuse automatisée. Les systèmes de distribution d'énergie et d'eau ont été conçus de façon à minimiser l'impact environnemental.

« Nos clients recherchent sans arrêt des moyens de réduire les délais d'exécution dans tous les domaines. Nous avons pour objectif de livrer nos produits aussi rapidement et efficacement que possible tout en conservant notre qualité inégalée », affirme Marcello Bergamo, directeur général d'Ampacet Europe.

La nouvelle ligne permettra également de créer au moins six nouveaux postes de travail. À l'heure actuelle, Ampacet Europe emploie 570 personnes, dont 170 à Dudelange.



« Nous sommes déterminés à atteindre une croissance et une rentabilité soutenues en concevant des solutions innovantes, rentables et durables », explique M. Bergamo. « Nous agissons avec intégrité en adhérant aux normes morales, éthiques et professionnelles. Nous explorons de nouvelles façons de résoudre les problèmes et de tirer profit des opportunités qui se présentent pour essayer de nouvelles solutions. »

« Nous appliquons des processus de travail sûrs pour l'environnement, ainsi que des mesures proactives assurant la protection de nos employés, du milieu environnant et de notre communauté. Nous cherchons continuellement des manières innovantes afin de réduire l'impact environnemental de nos pratiques et produits », ajoute-t-il.

www.ampacet.com



GCL Holdings

Inauguration of a new Research and Development centre

The new Guala Closures Research and Development centre was inaugurated on 24 October 2017. The festive act took place in the presence of the Luxembourgish Minister of Finance Pierre Gramegna, several representatives of the government and the local industry, as well as the staff of Guala Closures.

CEO Marco Giovannini explained that the focus of the centre will be on new technologies that are not yet in use in GCL's production plants. The inauguration took place in the form of a fair exhibition, with all installations running during the event: the magneto forming machine, the first flexible automation, a bi-injection moulding press, the HP 3D printer, and a few demonstrative pick and place robots. However, GCL's most advanced project is the Internet of Closures System. An NFC chip, well protected in the tap, will generate several advantages. Firstly, it improves logistic traceability, secondly, it fights counterfeiting, and thirdly, it delivers additional information on the product to the consumer just by tapping their phones on the cap of the bottle.

The centre management will soon complete the team with more engineers with different backgrounds and competencies. The goal is a team of eight R&D engineers in total by the beginning of 2018. For some of the projects, GCL will count on the experience of Mr Giuliano Bassini, who will be appointed as a technical advisor.



www.gcl-holdings.lu



Marco Giovannini, CEO with Pierre Gramegna, Luxembourgish Minister of Finance © Chris Karaba/Wort

Journée Construction Acier 2017

En route vers la troisième révolution industrielle

Plus de 250 professionnels (architectes, ingénieurs-conseils, constructeurs métalliques, entrepreneurs, enseignants, pouvoirs publics) du monde de la construction et étudiants se sont réunis à la Chambre de Commerce à Luxembourg le 7 novembre dernier pour participer à la Journée Construction Acier 2017. Ce rendez-vous biennal organisé par Infosteel, FEDIL Steelconstruction et F.E.M.M. (Fédération des Entreprises des Métiers du Métal) fait maintenant partie du paysage architectural national. Véritable état des lieux du secteur, il a été l'occasion pour les acteurs professionnels de faire connaître et reconnaître leurs pratiques. Outre la présence des stands d'entreprises actives dans le secteur de la construction métallique, des orateurs de renom ont abordé les nouveaux enjeux conceptuels, techniques et économiques de la construction en acier dans le cadre du développement durable.

Dès le premier exposé, le ton était donné : l'acier possède de nombreux avantages pour mener la course en tête lorsqu'il s'agit de construire plus écologique et plus économique, en un mot de construire mieux. Toute la journée, il fut en effet beaucoup question de troisième révolution industrielle et de durabilité : économie circulaire, projet européen BAMB pour une banque de matériaux, projet REDUCE, et bien sûr l'étude stratégique Rifkin initiée par le Ministère de l'Économie pour faire du Grand-Duché « un laboratoire pour introduire un nouveau modèle économique » basé sur la communication, la mobilité et l'énergie.

Un bâtiment « circulaire » doit être sain pour ses occupants, facile à entretenir, flexible et adaptable et enfin démontable. On est donc loin de l'idée du simple recyclage, synonyme de trop importantes pertes systémiques. Il y a lieu d'agir en amont. L'acier a ici de gros avantages par rapport à d'autres matériaux : grâce aux techniques d'assemblage (boulonnage en tête), les éléments métalliques peuvent être démontés facilement pour être réutilisés. Ces éléments se prêtent en outre parfaitement à des constructions modulaires. Par ailleurs, comme l'a souligné René Oly (Astron Buildings), l'acier fait bonne figure par rapport à d'autres matériaux en matière d'énergie grise consommée. Avec sa RT 2018, la France s'apprête à limiter fortement l'énergie grise dans la construction. L'acier a donc une carte à jouer. L'acier permet également de construire « malin » comme l'ont démontré plusieurs intervenants. Et



Bâtiment administratif One on One ©Andrés Lejona



Sculpture Dendrite ©INCA Ingénieurs Conseils Associés

est le matériau par excellence pour la réhabilitation de bâtiments existants.

Dans son allocution en fin de journée, le ministre du Développement durable et des Infrastructures François Bausch a d'ailleurs rappelé qu'une première évaluation du processus Rifkin aurait lieu début novembre 2017. Au-delà du poids économique du secteur de l'acier au Grand-Duché (2.500 entreprises, 8% de l'emploi), il s'est réjoui qu'Arcelor Mittal ait prolongé sa collaboration avec l'Université du Luxembourg et a souligné son rôle en tant qu'ambassadeur du savoir-faire luxembourgeois dans le monde, de New

York à Dubai. Selon lui, l'acier est véritablement un matériau 3R (Reduce, Reuse, Recycle), ce que le premier intervenant de la journée (J. Schroeder, de la société de conseil +Impakt) avait magistralement exposé.

La Journée a également été le cadre de la proclamation des lauréats de la dix-huitième édition du Concours Construction Acier 2017. La participation à cette édition était ouverte aux projets de construction réalisés totalement ou partiellement en acier sur le sol luxembourgeois (excepté pour les projets internationaux) entre le 1^{er} juin 2015 et le 31 mai 2017. Cette année 20 projets ont participé.

Le jury se composait de Daniel Vaniche, Daniel Vaniche et Associés (Président du jury); Jos DELL, architecte, Président de l'OAI; Andrea DE CILLIA, ingénieur-conseil, Vice-Président de l'OAI et Ralph Bingen, Holweck Bingen Architectes.

L'immeuble One on One (Moreno architectes et INCA) est parvenu à convaincre tant le jury que le public présent, raflant à la fois le Prix de l'Architecture et le Prix du public. Le Prix spécial du Jury est allé quant à lui à l'étonnante sculpture 'Dendrite' sur le plateau du Kirchberg, d'autant plus étonnante que l'artiste l'avait initialement imaginée en ... papier.

Prix de l'Architecture et Prix du public - Bâtiment administratif One on One, Luxembourg

Situé au centre de Luxembourg-ville, l'immeuble One on One offre 3.000 m² de bureaux sur 6 niveaux hors-sol, ainsi que des parkings et archives dans 3 sous-sols. Les contraintes de son terrain angulaire ont inspiré sa silhouette, composée de 12 boîtes verrières superposées en quinconce. La nécessité de soutenir les décalages en saillie de ces boîtes a conduit à placer les descentes de charges verticales au niveau de la façade, suivant la modulation de la trame de 1,25 m. C'est là toute la particularité de l'ossature : au lieu d'être rectilignes, les piliers en profilés HEA et HEB suivent les mouvements de la façade. En plus de ses avantages en termes de poids et de souplesse, le choix de cette structure métallique évite

l'usage de poteaux structuraux dans les plateaux, ce qui dégage un maximum de surface et permet un aménagement intérieur ultra-flexible. Autre atout, l'économie de linteaux en façade laisse entrer un maximum de lumière naturelle. En résultent des espaces de bureaux ouverts sur l'extérieur, lumineux et agréables à vivre. La charpente en acier a fait l'objet d'une analyse de sécurité sous feu naturel. Associée à des renforcements locaux et à une installation de sprinklage, elle a obtenu une classification R90, sans recourir à des revêtements coupe-feu complémentaires.

Prix du Jury - Sculpture Dendrite, Luxembourg

L'œuvre en plein air au Parc Central du plateau de Kirchberg s'inspire des branches des neurones (les dendrites) et apparaît au loin comme une fleur jaune dont les « pétales » flottent au milieu d'une surface verte. Les quatre volées de la sculpture, menant vers des directions différentes, permettent d'atteindre des paliers d'exposition lesquels offrent une vue imprenable sur les alentours. L'acier est omniprésent puisque tous les éléments de l'œuvre sont porteurs que ce soit les garde-corps ou les marches et contremarches des escaliers qui confèrent ainsi une rigidité indispensable aux trois porte-à-faux d'une longueur qui varie entre 3 et 4 m. La charpente métallique de nuance d'acier S355 est composée de tôles de 18 mm d'épaisseur pour les garde-corps et de 15 mm pour les marches et contremarches. L'assemblage des pièces en 3 parties a été réalisé par un système de boulonnage - emboîtement par l'intermédiaire de boulons à tête cylindrique permettant ainsi de rendre « invisibles » les fixations. Une colonne de 244,5 mm de diamètre et de 8 mm d'épaisseur se situant au niveau du palier intermédiaire constitue avec la première marche de l'escalier les uniques points d'appui de l'œuvre.

www.infosteel.be

www.steelconstruction.lu

www.femm.lu

www.fedil.lu



Avertisseur de franchissement de ligne et
système de détection de somnolence de série
+ Active Brake Assist 4
+ Assistant de changement de direction

Sécurité sur toute la ligne.

L'Active Brake Assist et l'assistant de changement de direction sont disponibles en option en combinaison avec les packs Safety à un prix très attractif.

Mercedes-Benz
Trucks you can trust



ACCUMALUX Group

Importante acquisition en Bulgarie

Créé en 1976 en diversification des activités de «POUDRERIE DE LUXEMBOURG S.A.» à Kockelscheuer, ACCUMALUX Group, leader européen dans le domaine du moulage par injection de matières thermoplastiques pour les marchés des batteries, continue son expansion.

Le groupe compte déjà plusieurs sites de production basés au Luxembourg, en République Tchèque, en Australie, en Bulgarie et en Russie. Monsieur Charles-Louis Ackermann, président du groupe, annonce le rachat cet été de la société BATTBOX EAD, filiale du groupe AREXIM, société de haut niveau technologique et également active dans la production de bacs et de couvercles pour batteries industrielles.

Cette nouvelle étape historique devrait permettre de pérenniser la position d'ACCUMALUX Group au niveau du marché européen, tout en renforçant ses capacités de production et d'exportation dans les pays de l'Est en visant aussi le Proche-Orient.

Le pas important ainsi franchi perpétue la volonté de développement et de perfectionnement toujours accrue de la gamme de produits d'ACCUMALUX et des services rendus aux fabricants de batteries. Un rythme soutenu de croissance et d'exploitation indispensable face aux défis quotidiens de ce secteur, dont la globalisation des marchés



et les technologies de pointe mises en œuvre, nécessitent un renouvellement et un repositionnement permanent.

Une concrétisation qui tient notamment sa réussite à une volonté de fer et une persévérance à toute épreuve de la part de ses dirigeants, mais également à une collaboration fidèle et engagée des équipes, toujours dans un équilibre subtil entre tradition et innovation.

www.accumalux.com

Aral Luxembourg fête ses 60 ans

Au soir du 30 novembre 2017, la Rotonde de Bonnevoie est illuminée en bleu et la neige qui tombe donne un effet magique à cette soirée spéciale d'anniversaire. En 1957, le « bureau de vente de produits industriels S.A. », aujourd'hui connu sous le nom de Aral Luxembourg S.A. a été créé. Durant ces derniers 60 ans, l'entreprise aux stations-service bleues s'est développée comme leader du marché au Luxembourg avec un tiers des résidents faisant leur plein chaque jour dans un des 47 points de vente.

Avec l'introduction de la première station self-service en 1969, le développement continu des carburants sur le marché et le développement du concept « Convenience Store » en 1995, Aral est connu comme le distributeur de produits haut de gamme. L'entreprise se base dans son développement sur les valeurs de sécurité, d'innovation, de service au client et de responsabilité sociétale, et ceci depuis 1987 selon la devise : «Aral. Alles super.»

Avec ses quelque 200 employés et la station autoroutière à Berchem, qui constitue la plus grande station du groupe, Aral Luxembourg n'est pas seulement un acteur important sur le marché luxembourgeois, mais également au sein du groupe Aral BP au niveau mondial.

La fête dans les Rotondes de Luxembourg reflète non seulement cette importance, mais également l'engagement des employés et le développement constant de l'entreprise qui fait partie d'un secteur en évolution rapide.

La soirée débute par la bienvenue aux partenaires et au personnel par l'Administrateur-délégué Romain Hoffmann. S'ensuit une pensée pour Monsieur Mays, ancien directeur d'Aral Luxembourg entre 1963 et 1987 et décédé en octobre 2017.

La suite est une présentation très visuelle marquée par différentes vidéos, regroupant les dates et les chiffres clés de l'entreprise, des publicités du passé ainsi que des interviews avec quelques directeurs de la société. L'allocution du ministre Étienne Schneider se fait aussi par le biais d'un message vidéo.

Guy Moeyens, responsable européen des raffineries et stations BP, s'était déplacé au Luxembourg pour s'adresser aux invités et il présente les défis du secteur ainsi que les débuts de réponses du groupe aux thèmes de l'énergie et de la mobilité.

La partie officielle se termine avec une vue sur les développements au Luxembourg ; les shops et les carburants continuent à y jouer un rôle important. En particulier, Aral va lancer une campagne pour réduire les déchets en incitant la clientèle d'apporter leur propre récipient pour acheter une boisson chaude. Aral va innover au niveau des carburants, en annonçant le lancement sous peu de l'essence Ultimate avec 102 octanes auprès de certaines stations. Finalement, une toute nouvelle station avec un tunnel de lavage va ouvrir en 2018 en collaboration avec la famille Collé.

La fête aux Rotondes continue avec un concert du groupe Diario avec leur chanson « Ready to Go » - la chanson des spots radio d'Aral et écrite spécifiquement pour l'entreprise. L'ambiance détendue est suivie par un dîner regroupant différentes spécialités des trois pays clés - Luxembourg, Allemagne et Grande-Bretagne. En résumé : une soirée réussie avec une rétrospective dans le passé sans négliger le futur pour l'entreprise.

www.aral.lu





Carlex

Neue Produktionsanlage für Windschutzscheiben in Luxemburg

Mit dem Bau einer neuen Produktionsanlage, der „Laminating Line 5“, bekunden die Verantwortlichen des in Grevenmacher ansässigen Herstellers von Fahrzeug-Windschutzscheiben Carlex ihr Vertrauen in den Industriestandort Luxemburg.

Ziel der aufwändigen Modernisierungsmaßnahme ist gemäß Plant Manager Olivier Laufer, der seit dem 1. Januar 2017 Carlex Luxembourg S.A. leitet, den gestiegenen Erwartungen der Abnehmer aus der Automobilindustrie in punkto optische Qualität und einem „Produkt nach Maß“, was Form und Eigenschaften der Windschutzscheibe betrifft, künftig noch zuverlässiger nachzukommen. Gründe für diese veränderten Ansprüche der Kunden sind vor allem die in den letzten Jahren entwickelten vielfältigen Innovationen in Auto-Design und Fahrzeuggeometrie, die zahlreichen technischen Neuentwicklungen wie zum Beispiel das in die Windschutzscheibe eingespiegelte Head-Up-Display sowie der im Zuge der Globalisierung allgemein härter gewordene Wettbewerb.

Topmoderne neue Produktionsanlage

Während die rechteckigen Rohglas-Scheiben bislang nach der sogenannten Gravitationsmethode auf 600 Grad Celsius erhitzt und dann zur gewünschten Windschutzscheiben-Form gebogen wurden, wird die neue Laminating-Line 5, deren definitive Inbetriebnahme nach einer Testphase voraussichtlich im Februar 2018 erfolgen wird, nach dem weit effektiveren und dabei energie- und kostensparenden, sowie Verluste durch Glasbruch und Produktionsabfall verringernden „External Press Bending“-System funktionieren.

Bei diesem Verfahren erfolgt der Transport des Glases während des Fertigungsverfahren auf Rollbändern, wodurch sowohl der Wärmeverlust reduziert, als auch die optische Qualität des Endproduktes erhöht wird. Von einer computergesteuerten Positionierstation wird das Rohglas zum energieeffizienten Ofen befördert, der es ermöglicht, die unterschiedlichsten Glastypeen in gewünschter Weise zu erhitzen. Die auf konstante Temperatur gehaltene Pressstation, in der das Glas letztendlich zur Windschutzscheibe geformt wird, verfügt über spezielle „Quick Change“-Module, welche die Zeiten zwischen den Schablonenanpassungen



wesentlich verringern. Weitere wichtige Elemente der neuen Installation sind die Förderlinie für das Rohglas sowie eine Serigrafie-Anlage, mit der das Glasprodukt gemäß den Kundenwünschen bedruckt werden kann.

Die neue Anlage wird, Lagerräume eingerechnet, rund 3.400 Quadratmeter zusätzliche Firmenfläche einnehmen, die Investitionssumme beträgt rund 25 Millionen EUR.

Premium-Automobilglasprodukte „Made in Luxembourg“

Carlex Luxembourg gehört zur Central-Glass Firmengruppe, die ihren Sitz in Tokio hat und deren Automobilglas-Sektor in Nordamerika und Europa unter dem Namen Carlex hochwertige Glasprodukte für Premiumfahrzeuge produziert. 2014 übernahm Carlex die Automobilglas-Produktionsstätten des US-Glasherstellers Guardian, darunter auch die Anlagen auf Potaschbieregg, die gegenwärtig ungefähr 700 Mitarbeiter beschäftigen und sich über eine Gesamtfläche von 50.000 Quadratmetern erstrecken.

Die Carlex-Produktpalette umfasst Windschutzscheiben, Heckfenster und Panoramadächer aus laminiertem und gehärtetem Glas. Die Glaskomponenten sind je nach Kundenwunsch schallgedämpft (für akustischen Komfort), extradünn (für ein reduziertes Fahrzeuggewicht), heizbar (mit feinem Draht oder Metallschicht ausgestattet), infrarotes Licht abweisend (für niedrigeren Treibstoffverbrauch und erhöhten Komfort) oder mit integriertem Head-Up-Display bzw. integrierten Antennen ausgestattet. Etwa 1.400.000 Front- und 1.200.000 Heckscheiben werden jährlich auf Potaschbieregg hergestellt.

FEDIL

Nouveaux membres

Zuversichtlich und logistisch gut gerüstet in die Zukunft

Carlex unterstreicht mit dem Bau der neuen Produktionsanlage sein Vertrauen in den Standort Luxemburg, der dank seiner günstigen geographischen Lage in Europa ideale Lieferwege zu wichtigen europäischen High-End-Market-Kunden bietet, wie zum Beispiel zu Volkswagen (mit Produktionsanlagen in Deutschland und der Slowakei), BMW, Mercedes und Porsche (Deutschland), Audi (Deutschland, Belgien, Ungarn, Slowakei), Lamborghini (Italien), Bentley und Jaguar (Vereinigtes Königreich), Skoda (Ungarn), Seat (Spanien) und Peugeot (Frankreich).

Nach dem Carlex-Prinzip „Alles unter einem Dach“ sind in Grevenmacher die Abteilungen für Einkauf, Verkauf und Finanzen, Produktentwicklung, die Produktionsanlage für gehärtetes und beschichtetes Glas, die Endfertigung sowie das Advance Product Development, das dafür verantwortlich ist, dass Carlex für zukünftige Anforderungen des Marktes gerüstet ist, an einem einzigen Ort untergebracht.

In Anbetracht dieser vorteilhaften logistischen Aspekte sieht Carlex die neue Produktionsanlage am Standort Grevenmacher nicht nur als vielversprechende Investition in die eigene Zukunft, sondern auch in die nachhaltige Erhaltung von Arbeitsplätzen und die industrielle Wettbewerbsfähigkeit des Großherzogtums.

www.carlex.com

Alliance Green Services S.A.

Siège social : 4, rue de Soleuvre, L-4321 Esch-sur-Alzette

Tél. : +352 621 654 559

N° d'identification TVA : LU 29105020

Fondation : 2004

Effectif : 42 personnes

Capital social : 250.000 EUR

Dirigeants : M. Emmanuel Rodriguez,
président-administrateur

M. Maneesh Maheshwari, administrateur

M. Richard Diehl, administrateur, délégué à la gestion
journalière

Activité : Services divers aux entreprises

Grosbusch S.à r.l.

Siège social : 10-11, Z.A.E. Le Triangle Vert, L-5691 Ellange

Tél. : +352 40 37 03

E-mail : commandes@grosbusch.lu

Internet : www.grosbusch.lu

N° d'identification TVA : LU 14373084

Fondation : 1989

Effectif : 197 personnes

Capital social : 450.000 EUR

Dirigeants : M. Serge Zeppieri, directeur opérationnel

M. Goy Grosbusch, directeur opérationnel

Mme Mireille Talbot, directrice administrative et financière

Activité : Industrie agro-alimentaire

Ionodes INC. Succursale de Luxembourg

Siège de la succursale : 4, rue Jean Arp, L-8166 Bridel

Tél. : +33 6 03 13 79 75

Internet : www.imaging.ionodes.com

Fondation : 2016

Effectif : 45 personnes

Dirigeant : M. Philippe Lorenzi, business development
manager EMEA

Activité : Industrie électrique et électronique

FINANCEZ **VOTRE PROJET** D'ENTREPRISE

CRÉATION
DÉVELOPPEMENT
INVESTISSEMENT
INNOVATION
TRANSMISSION

SNCI
SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT ET D'INVESTISSEMENT

SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT ET D'INVESTISSEMENT | TÉL 46 19 71-1 | SNCI@SNCI.LU | WWW.SNCI.LU

InnovFin – Financement européen de l'innovation



Le dispositif « InnovFin – Financement européen de l'innovation » du Groupe Banque européenne d'investissement (BEI & FEI) se présente sous la forme d'une série d'outils de financement intégrés et complémentaires adaptée aux projets de recherche et d'innovation. Mis en place pour tous les secteurs admissibles au titre du programme Horizon 2020 de l'Union européenne (UE), les outils de financement relevant du dispositif InnovFin mettent en œuvre un large éventail de prêts, de garanties et de financements de type apports de fonds propres qui peuvent être adaptés aux besoins des innovateurs. Le soutien financier est octroyé directement par la Banque européenne d'investissement (BEI) ou par un intermédiaire financier qui bénéficie de garanties ou de contre-garanties par le Fonds européen d'investissement (FEI).

L'innovation - Force motrice de l'économie européenne

Interview avec M. Alessandro Tappi, Head of Guarantee, Securitisation & Inclusive Finance, European Investment Fund (EIF)



L'innovation est une force motrice de l'économie européenne. Quels sont, selon vous, les ingrédients d'un écosystème européen favorable à l'innovation ?

L'innovation (plus précisément, la recherche et le développement) représente une grande partie de la valeur ajoutée de l'économie européenne : environ EUR 300 milliards du PIB européen (soit environ 2%). Pour créer un environnement favorable à l'innovation, il faut d'abord un cadre juridique stable et harmonisé. L'Europe y travaille de façon constante, il y a ainsi des réglementations sur les aides d'État, sur les règles de concurrence au sein de l'Union. Il y a toutefois des aspects à améliorer, comme par exemple les règles fiscales qui sont encore différentes et qui peuvent créer une concurrence entre les États qui freine la mise en place d'un cadre favorable à l'innovation sur le long terme. Cet environnement est indispensable afin d'attirer les preneurs de risques : investisseurs et entrepreneurs. De plus, l'action publique est nécessaire afin de démarrer des projets innovants que le secteur privé ne peut soutenir seul en raison des risques et des coûts d'amorçage trop élevés. Cette action doit idéalement catalyser des fonds privés afin de limiter le coût pour les collectivités et de favoriser les projets viables.

La première étape vitale du soutien à l'innovation (où le risque est le plus important) est le transfert technologique qui permet d'avoir un effet multiplicateur sur toute la chaîne de l'innovation. Rien que sur le mandat Horizon 2020 de la Commission européenne, un effet de levier d'environ EUR 125 millions est attendu. Ce soutien permet la croissance de la plus petite start-up jusqu'aux plus grands groupes à travers toutes les phases de développement.

L'innovation est un facteur clé pour développer son entreprise. Avez-vous des conseils à donner aux chefs d'entreprise désireux de booster l'innovation et la créativité ?

Un premier conseil pour les entreprises existantes est de ne pas s'endormir sur leurs lauriers. Nous sommes dans une économie globale où la concurrence est forte. Les entreprises, pour être pérennes sur le long terme, doivent renouveler leurs offres de biens et services de plus en plus souvent. Dans un monde de concurrence globale et de mobilité des facteurs de production, l'Europe ne peut pas être compétitive uniquement sur ses coûts de production ; pour créer de la valeur ajoutée à long-terme, il nous faut investir dans de nouveaux produits et des procédés innovants. Pour les start-ups et les nouveaux entrepreneurs, il ne faut pas hésiter à prendre le temps de chercher les structures et les aides adéquates pour mettre toutes les chances de leur côté afin de réussir à bien leurs projets. Je pense en particulier aux pôles de compétitivité, aux incubateurs et aux différentes structures déjà en place où celles-ci peuvent obtenir facilement des contacts avec des investisseurs, d'autres start-ups mais également des aides juridiques et financières.

Pour booster l'innovation, de multiples programmes d'aides sont disponibles à toutes les étapes de développement de l'entreprise (de la start-up à la grande entreprise). Ces aides ont pour but de favoriser la prise de risque grâce, par exemple, à un accès facilité à différentes sources de financement (capital, financement bancaire, subventions...) ou l'accès à une assistance technique. Ces mécanismes favorisent aussi l'esprit d'entreprise dans la mesure où ils protègent le patrimoine de l'entrepreneur ou de l'entreprise qui s'engage dans des activités risquées tel que la recherche et le développement.

Combien d'entreprises ont bénéficié d'un financement au titre du dispositif InnovFin au sein de l'UE depuis sa mise en place en 2004 ? Et au Luxembourg ?

Actuellement, la garantie InnovFin, développée grâce au soutien de la Commission européenne, a permis de soutenir plus de 8.100 entreprises en Europe à travers plus de 9.500 prêts accordés pour un montant total dépassant les 4.2 milliards d'EUR. Ce chiffre étant en constante augmentation grâce au succès considérable de ce mandat et par conséquent encourageant fortement les institutions financières à joindre leurs forces avec le FEI.




L'enveloppe d'InnovFin ne couvre pas seulement les PME mais a un spectre beaucoup plus large allant de la start-up jusqu'aux grandes entreprises. Cependant, le nombre croissant d'entreprises bénéficiant du programme est largement induit par le segment des PME et des petites ETI.

Le FEI collabore avec un grand nombre d'institutions financières (Banques, Fonds, Institutions Promotionnelles...) à travers 39 pays en Europe et associés¹. Au Luxembourg, nous coopérons avec plusieurs banques qui ont déjà financé pas moins de 64 entreprises pour un montant total de plus de 48 millions d'EUR.

¹ Horizon 2020 Associated Countries : http://ec.europa.eu/research/participants/data/ref/h2020/grants_manual/hi/3cpart/h2020-hi-list-ac_en.pdf

InnovFin - Un instrument de financement adapté aux projets de recherche et d'innovation

Le dispositif **InnovFin - Financement européen de l'innovation** est une initiative conjointe du Groupe Banque européenne d'investissement (Banque européenne d'investissement (BEI) et Fonds européen d'investissement (FEI) et de la Commission européenne au titre du programme Horizon 2020. InnovFin vise à faciliter et à accélérer l'accès aux financements pour les entreprises et autres organismes innovants en Europe. L'un des principaux freins à la mise en œuvre d'activités de R&I est l'insuffisance des fonds disponibles à des conditions acceptables pour les entreprises innovantes, car leurs investissements font intervenir des produits et des technologies complexes, des marchés non éprouvés et des actifs incorporels. Pour surmonter ces obstacles, l'UE et le Groupe BEI ont uni leurs efforts afin de mobiliser des financements et permettre à des entreprises, pour lesquelles il serait autrement malaisé d'obtenir des fonds, d'investir dans la R&D. Les produits InnovFin font l'objet de mises à jour régulières afin de répondre aux demandes des marchés de niche qui pâtissaient d'un manque d'accès aux financements et pour renforcer les complémentarités avec le Fonds Européen pour les Investissements Stratégiques (FEIS).

Early-Stage Entreprises	SMEs	Corporate	Science	Thematic Finance	Advisory
InnovFin Technology Transfer	InnovFin SME Guarantee	InnovFin Emerging Innovators	InnovFin Science	InnovFin Energy Demo Projects	InnovFin Advisory
InnovFin Business Angels		InnovFin MidCap Guarantee		InnovFin Infectious Diseases	
InnovFin Venture Capital		InnovFin Corporate Research Equity		InnovFin Thematic Investment Platforms	
InnovFin Fund-of-Funds					
Early-Stage Enterprises, SMEs and Small Midcaps < 500 Employees	SMEs and Small Midcaps < 500 Employees	SMEs, Midcaps, Large Caps, SPVs	Research Institutes, Universities, Research Organisations	SMEs, Midcaps, possibly Large Caps, SPVs	Public and Private Sector Promoters
Intermediated Equity Financing	Intermediated Debt Financing	Direct and/or Intermediated Financing (including equity type)	Direct Financing (including equity type)	Direct and/or Intermediated Financing (including equity type)	Financial Advisory
 Direct products	 Indirect products	 Direct or Indirect products			

Note: InnovFin Large Projects succeeded by InnovFin Emerging Innovators
InnovFin MidCap Growth finance is deployed under the European Fund for Strategic Investments (EFSI) since November 2016

Pour plus d'information

Site internet de la BEI : www.eib.org
Site internet du FEI : www.eif.org

FOCUS SUR INNOVFIN SME GUARANTEE

Le volet **InnovFin SME Guarantee** est un dispositif spécifique pour les PME innovantes, inspiré de l'ancien Mécanisme de Financement avec Partage des Risques (MFPR) mis en place au début des années 2000 dans le cadre du 7^{ème} programme-cadre de recherche et de développement technologique de l'UE. Sa mise en œuvre est assurée par des intermédiaires financiers qui bénéficient, à ce titre, de garanties ou de contre-garanties du Fonds européen d'investissement (FEI) pour une partie de leurs pertes potentielles.

Dont
8,4 Mrd EUR
signés

Financements
approuvés au
titre du FEIS*

9 Mrd EUR

* Financements au titre du FEIS combinés à d'autres ressources gérées par le FEI

LE FEI EN CHIFFRES

LE FEI EN BREF

Le FEI est une institution financière européenne faisant partie du groupe BEI et spécialisée dans le financement à risques pour l'entrepreneuriat et l'innovation dans l'UE. Sa mission consiste à aider les PME en Europe à innover et à se développer en facilitant l'accès aux financements et à répondre aux besoins du marché en agissant comme un investisseur contracyclique.

- Fondé en 1994
- Institution financière européenne faisant partie du **groupe BEI**
- **Mission principale** : Soutenir les PME en Europe en leur facilitant l'accès au financement

- **Activité** : Elaborer et développer des instruments de **capital-risque**, de **garantie** et de **microfinance** spécifiquement adaptés à ce segment de marché. A travers son rôle, le FEI supporte les objectifs de l'UE en matière d'**innovation**, de **R&D**, d'**entrepreneuriat**, de **croissance** et d'**emploi**.

- **Zone géographique** : UE28, EFTA
- Distribution de fonds à travers des intermédiaires financiers (Délégation totale)

- **Structure de l'actionnariat** :
 - **BEI** : **63,7%** (Actionnaires de la BEI : 28 Etats membres de l'UE)
 - **Commission européenne** : **24,3%**
 - **24 institutions financières européennes** : **12%**



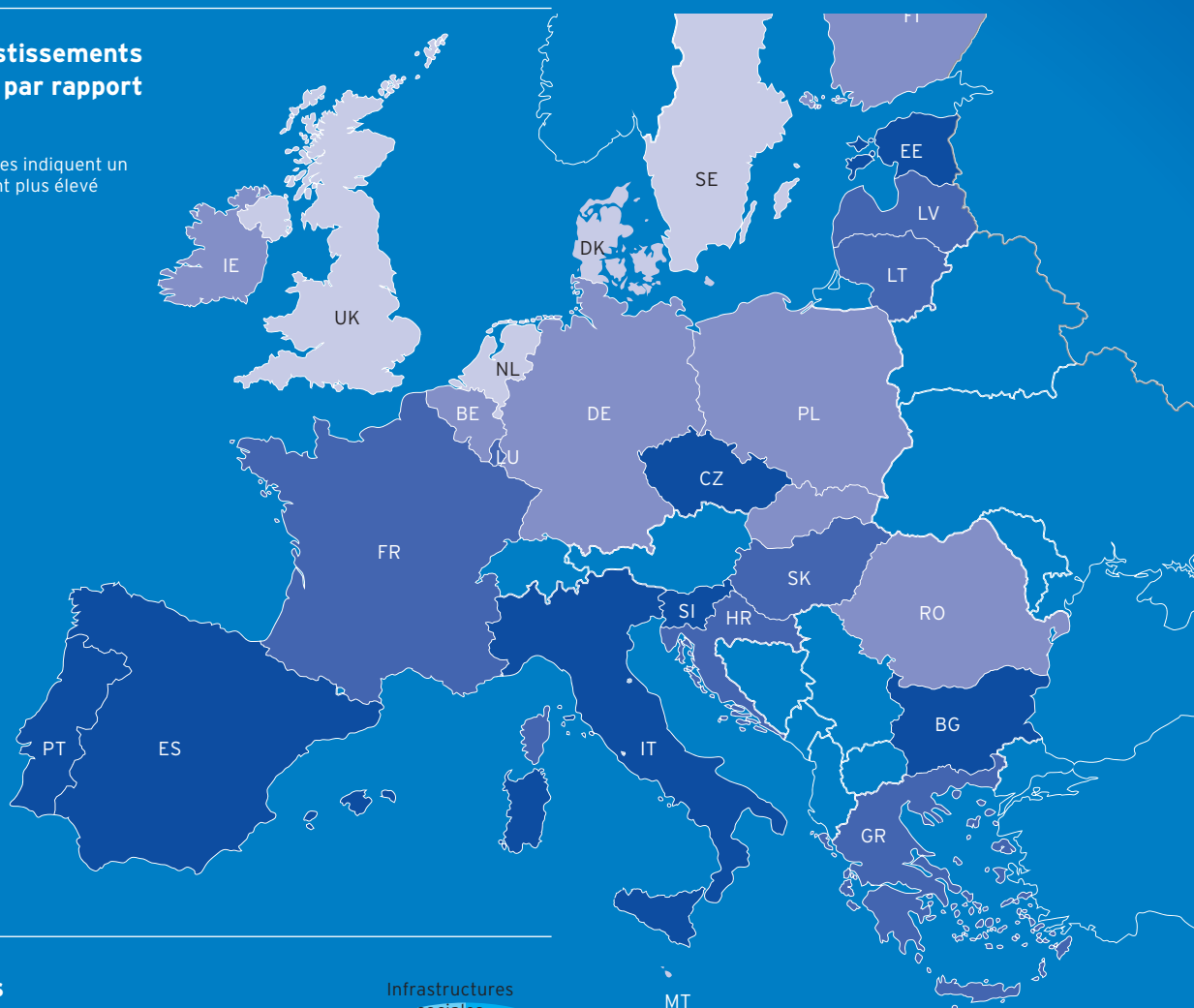
Total des investissements liés aux
approuvées au titre du FEIS

74,5 Mrd EUR

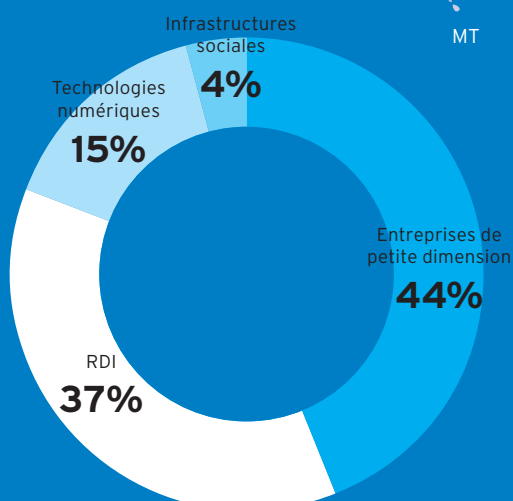
**Nombre de PME
potentiellement bénéficiaires :
plus de
416 000**

Voume des investissements au titre du FEIS par rapport au PIB**

Les couleurs plus foncées indiquent un
volume d'investissement plus élevé



Investissements au titre du FEIS par secteur**



**Sur la base des opérations approuvées

Aperçu du dispositif InnovFin SME Guarantee

De quoi s'agit-il ?

- InnovFin SME Guarantee est une garantie ou une contre-garantie fournie par le FEI aux intermédiaires financiers afin d'encourager le financement par emprunt des PME et des petites ETI (Entreprises de taille intermédiaire) innovantes (jusqu'à 499 employés) et donc afin de faciliter l'accès au financement pour ces entreprises.
- Cette garantie pour PME permet aux intermédiaires financiers (i.e. banques et autres établissements de crédits) d'offrir un financement à des conditions favorables aux PME innovantes au sein de l'Union européenne.

Quelles sont les entreprises éligibles ?

- Les PME ou petites ETI qui investissent dans la production, le développement ou la mise en œuvre
 - de produits, procédés ou nouveaux services ou substantiellement améliorés ; ou
 - de méthodes de production ou de livraison ; ou
 - des procédés organisationnelles innovants ;**ET** où il y a un risque d'échec technologique, industriel ou commercial.
- Les PME qui sont considérées comme « entreprises à croissance rapide », c'est-à-dire des PME dont l'effectif ou le chiffre d'affaires a augmenté d'au moins 20% par an au cours des 3 dernières années ; ou
- Les PME qui ont un potentiel d'innovation significatif et qui remplissent au moins un « critère d'innovation » sur un ensemble de critères d'éligibilité prédéfinis.

Quelles sont les instruments financiers éligibles ?

- Prêts à long terme, crédits-bails (lease) et lignes de crédit renouvelables
- Montant des prêts : min. 25.000 EUR - max. 7,5 Mio EUR
- Durée des prêts : min. 1 an - max. 10 ans

Composant standard d'un « pricing model » avec et sans InnovFin

Composant standard d'un model de pricing

Sans InnovFin

Financement à 4.5%

Coût du Risque > 2.0%

Marge > 1.5%

Coût Opérationnel Fixe > 0.5%

Coût de Financement > 0.5%

Quelles opérations peuvent être financées ?

- Actifs corporels et incorporels
- Fonds de roulement
- Transmission d'entreprise

Comment les institutions financières peuvent-elles devenir intermédiaires pour la garantie InnovFin ?

- Le FEI a mis en place un appel à manifestation d'intérêt pour tous les intermédiaires financiers sur son site web officiel (www.eif.org)

Comment ce dispositif fonctionne-t-il ?

- Dans le cadre de la garantie PME InnovFin, le FEI fournit des garanties ou contre-garanties aux intermédiaires financiers pour couvrir les pertes potentielles d'un portefeuille de prêts aux PME.
- La garantie couvre jusqu'à 50% de la perte sur chaque nouveau prêt ou crédit-bail admissible.
- Grâce à la réduction du coût du risque, le FEI encourage les intermédiaires financiers à étendre le financement par emprunt à des conditions plus attrayantes.
- La garantie est offerte aux intermédiaires financiers à des conditions favorables grâce à une délégation totale et un traitement favorable du capital. De plus, les intermédiaires sont tenus de transférer une partie de cet avantage financier aux PME.

Comment le transfert des bénéfices du programme InnovFin SME Guarantee vers les entreprises est-il assuré ?

- L'intermédiaire financier est tenu de transférer l'avantage financier aux PME et aux petites ETI à travers un taux d'intérêt réduit. (voir graphique ci-dessous)

Avec InnovFin

Financement à 3.75%

Réduction du coût du risque grâce à InnovFin

Coût du Risque > 1.25%

Coût de la garantie InnovFin: 0.5%
(ou 0.8% pour les petites ETI)

Marge > 1.5%

Coût Opérationnel Fixe > 0.5%

Coût de Financement > 0.5%

*50bps pour les PME sur la partie du prêt couvert par la Garantie InnovFin, 80bps pour les petites ETI

Qui sont les intermédiaires financiers au Luxembourg ?



Banque ING Luxembourg

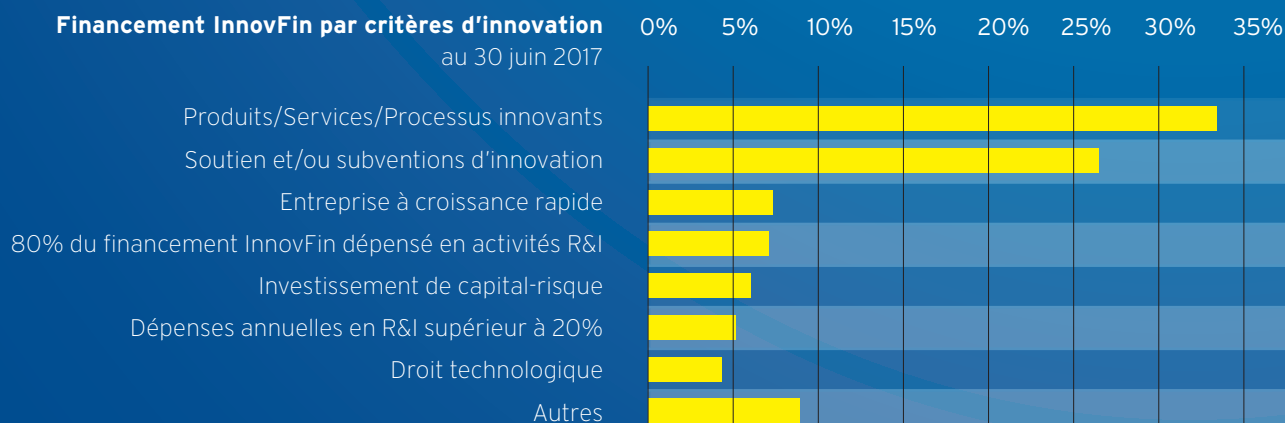


Banque BGL BNP Paribas



Banque Internationale à Luxembourg (BIL)

Financement InnovFin par critères d'innovation au 30 juin 2017



Cas pratiques de projets au Luxembourg dans le cadre d'InnovFin

Flen Health S.A.

Entreprise : Flen Health S.A.

Année de fondation : 2011

CEO : M. Philippe Sollie

Description : Développement, préparation et analyse, distribution et conditionnement de produits médicaux, pharmaceutiques et cosmétiques

Flen Health a contracté un emprunt auprès d'ING Luxembourg, soutenu et garanti par l'UE dans le cadre du programme InnovFin pour les entreprises innovantes.

Flen Health, créé en 2000, est un groupe familial international spécialisé dans la cicatrisation des plaies, basé dans la House of BioHealth à Esch-sur-Alzette, avec des filiales en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et au Royaume-Uni. Ses produits Flamigel® et Flaminal®, leaders sur le marché belge, sont aussi commercialisés dans d'autres pays via des distributeurs.

Son but est d'aider les patients souffrants d'inflammations ou d'infections par des traitements topiques innovants. La formule hydroactive colloïdale brevetée de Flamigel® rétablit et maintient l'équilibre hydrique dans tout type de plaie superficielle afin d'accélérer le renouvellement des cellules de la peau. Ainsi, la plaie cicatrise plus rapidement et le risque de formation de cicatrices est réduit. Flaminal® Hydro et Flaminal® Forte sont des Alginogels® enzyme, une catégorie de pansements au



mécanisme d'action unique puisqu'ils agissent simultanément sur tous les aspects de la plaie nécessaires pour assurer sa cicatrisation. Ce système enzymatique antibactérien unique et breveté rétablit l'équilibre bactérien de la plaie tout en favorisant une prolifération accélérée des cellules de la peau. Flen Health prépare le lancement de nouveaux produits, prévu fin 2018 et en 2019. L'emprunt InnovFin permet à Flen Health de grandir en Allemagne, tout en développant un projet de recherche novateur.



« ING attache beaucoup d'importance à l'accompagnement des PME innovantes : elle fût la première banque au Luxembourg à conclure un accord dans le cadre du programme InnovFin, afin de permettre un accès plus aisé au crédit à davantage d'entreprises.

Dès que Monsieur Sollie nous a parlé des activités de sa société, nous avons tout de suite été frappés par le caractère novateur de ses produits et par les efforts déployés en matière de recherche et développement. En effet, son entreprise a vocation à créer de nouveaux produits disposant de caractéristiques innovantes.

Flen Health fait donc typiquement partie des entreprises pouvant bénéficier du soutien du programme InnovFin.

Nous sommes ravis d'être le partenaire financier de Flen Health et de pouvoir l'accompagner dans ses projets novateurs. »

Bao Nguyen, Relationship Manager, ING Luxembourg

Entreprise : Saturne Technology S.à.r.l.

Année de fondation : 2001

Directeur : M. Walter Grzymlas

Description : Fournisseur de technologies dans le domaine de l'aéronautique civile et militaire, médical, la joaillerie, ainsi que l'Industrie Générale

Saturne Technology, une PME à taille humaine de 12 employés, a été fondée en 2001 par Walter Grzymlas, fort d'une longue expérience dans les procédés laser. La société est devenue rapidement un fournisseur de premier rang pour les plus grands clients dans le domaine de l'aéronautique civile et militaire, médical, la joaillerie, ainsi que l'Industrie Générale. Spécialisée dans les applications techniques comme le soudage, le perçage, la découpe et le rechargement laser et toujours à la recherche de l'innovation, Saturne Technology prend un virage à 360° en 2011 et se tourne vers l'impression 3D via la fabrication additive métallique.

Ces six dernières années, la fabrication additive s'est structurée peu à peu pour aller vers des solutions industrielles : prototypage, conception de pièces complexes, confection de pièces de rechange, mais aussi production en série. Si les avantages en termes de poids et de design de l'impression 3D ne sont plus à prouver, les investissements humains et matériels restent importants pour des raisons de modèle économique et industriel, et surtout de certification. Saturne Technology fabrique environ 650.000 pièces par an dont 20.000 pièces par le procédé de fabrication additive pour des clients divers. Une belle opportunité pour l'entreprise luxembourgeoise, car peu de sous-traitants dans ces différents domaines peuvent avancer de tels chiffres.

Avec une augmentation du CA de 30% par an, le directeur de Saturne Technology estime que sa connaissance de la fabrication laser l'a aidé à appréhender la fabrication additive. La courbe du CA devrait passer dans les 5 prochaines années de 18% à 50% de pièces réalisées en fabrication additive.

A ce jour, la société a 3 machines de fabrications additives métalliques dont la dernière a été financée à travers le dispositif InnovFin. Savoir innover, c'est aussi savoir prendre des risques, certes calculés et



le financement InnovFin a permis en 2017 d'investir EUR 2,3 millions en biens de production. La stratégie de développement de Saturne est un projet de grands investissements à moyen terme. Le financement InnovFin a contribué à favoriser le développement plus rapide de Saturne Technology sur des projets innovants sur du long terme.

Grâce au programme InnovFin et la confiance de la banque BGL BNP Paribas, la société Saturne Technology a pu prouver à tous ses clients sa solidité à investir et à avancer dans un développement sûr et durable pour l'avenir.



BIL et Paul Wurth InCub aident les jeunes entreprises luxembourgeoises à accéder à InnovFin

La BIL et Paul Wurth InCub, l'incubateur de Paul Wurth, se sont formellement associés en mai 2017 dans la volonté commune de créer au Luxembourg un écosystème favorable à l'émergence de sociétés innovantes, notamment de projets dits « InduTech » ou Industrial technologies (<http://indu.tech/our-indutech-pillars/>).

Pierre-Olivier Rotheval, Head of Innovation de la BIL, disait : « Nous associer avec Paul Wurth InCub pour faire émerger les pépites de demain de l'InduTech est gagnant-gagnant. C'est l'économie nationale dans son ensemble qui en bénéficie. »

Sébastien Wiertz, General Manager de Paul Wurth InCub, précisait : « Un partenariat avec la BIL permettra à Paul Wurth InCub d'avoir un acteur financier local à ses côtés pour aider au développement de notre écosystème. Il renforce notre collaboration actuelle et ensemble, je suis certain que nous favoriserons au mieux le développement d'entrepreneurs dans le secteur industriel au Luxembourg ».

Ce partenariat prévoyait notamment la mise à disposition d'outils de financement, dont les prêts pouvant bénéficier de la garantie InnovFin, ou encore l'échange d'expertises pour l'évaluation de projets.

Six mois plus tard, le premier bilan est positif. Les premiers dossiers de start-ups industrielles, qui postulaient pour des aides InnovFin auprès de la BIL, ont été évalués par Paul Wurth InCub. L'évaluation de ces dossiers ne se limitait pas seulement à une analyse critique des technologies et du marché de chaque start-up, mais comprenait aussi de multiples itérations de leurs business plans et d'échanges face-à-face pour comprendre entièrement les ressources et objectifs des jeunes entrepreneurs. Avec la connaissance du marché industriel et les compétences en ingénierie, Paul Wurth est capable de revoir un business model dans toutes ces facettes et challenger les start-ups avec plus d'expertise que les mentors habituels dont le profil est bien souvent générique.

En retour, les start-ups membres ou en échange avec Paul Wurth InCub sont régulièrement informées des supports financiers disponibles, tel que « BIL Start »,



InnovFin, et Digital Tech Fund. Les circuits courts qui existent entre Paul Wurth InCub et la BIL grâce à ce partenariat « win-win » garantissent le niveau de réactivité exigé par ces jeunes entreprises dynamiques.

Les partenaires continueront ce partenariat au bénéfice des start-ups « InduTech » afin de développer l'écosystème industriel au Luxembourg dont ils font partie, et soutiendra la création de nouvelles entreprises actives dans l'industrie 4.0 (Internet des objets, Augmented Reality,...), les Clean Tech (traitement des eaux, récupération de sous-produits industriels ou chimiques,...), ou encore dans la robotique et la gestion des ressources naturelles.



A propos des auteurs

Alessandro Tappi, Head of Guarantee, Securitisation & Inclusive Finance, European Investment Fund (EIF)

Philippe Sollie, CEO, Flen Health S.A.

Walter Grzymias, Director, Saturne Technology S.à.r.l.

Sébastien Wiertz, General Manager, Paul Wurth InCub

Jean-Marc Zahlen, Project Manager, FEDIL

Prix de l'Environnement de la FEDIL

Édition 2017

Le 22 novembre a eu lieu la 15^e édition de la cérémonie de remise du Prix de l'Environnement de la FEDIL, en présence de la ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, de nombreux invités, des membres du jury ainsi que des lauréats de la promotion 2017.

Parmi 7 projets nommés et de haute qualité, le jury, composé d'experts issus des secteurs public et privé, a attribué trois prix, à savoir :

1. Le Prix de l'Environnement dans la catégorie « start-up éco-innovante » :

« Eco2GÜLLE » de l'entreprise AMA MUNDU Technologies

Le projet consiste à la conception et construction d'une unité mobile qui extrait eau et fertilisants depuis les lisiers et digestats de méthanisation. Le procédé s'appuie sur des technologies membranaires dont la fiabilité et la sécurité sont établies depuis plus d'un demi-siècle dans diverses industries. Ces membranes sont une barrière absolue qui bloque toutes particules ou micro-organismes pathogènes. L'eau ainsi produite correspond en tous points aux normes internationales de rejet.

2. Le Prix de l'Environnement dans la catégorie « économie circulaire » :

« LUXLIN » de l'entreprise Peintures Robin S.A.

LUXLIN®, un projet en commun avec la Chambre d'Agriculture et le syndicat des eaux luxembourgeois, est une lasure d'imprégnation et nourrissante pour boiseries, extérieures et intérieures, élaborée sur base d'huile de lin luxembourgeoise et de siccatifs composés de métal non toxique en solution dans l'eau. De part cette présence d'agents oxydants, son application n'entrave nullement le séchage des couches ultérieures éventuelles.

3. Le Prix de l'Environnement dans la catégorie « mobilité urbaine éco-innovante » :

« Diffbus goes to electromobility » de l'entreprise Sales-Lentz S.A.

En 2017, le réseau City-Bus de Differdange « Diffbus » a été entièrement repensé pour rentrer également dans l'ère de l'écomobilité. Comportant désormais quatre lignes avec deux bornes de recharge rapide de 300 kW, alimentées en trois minutes, et qui permet de desservir l'ensemble des localités communales, tout en restant gratuit pour les



Discussion panel en présence de Frank Wagener (directeur financier Paul Wurth), Maurice Treinen (Maître brasseur Brasserie Nationale), Carole Dieschbourg (ministre de l'Environnement) et Henri Wagener (FEDIL, modérateur du panel)



Henri Kox (vice-président de la Chambre des Députés), Carole Dieschbourg (ministre de l'Environnement), René Winkin (directeur de la FEDIL) et Jean Lucius (administrateur FEDIL, CEO Encevo S.A.)



Les lauréats dans la catégorie « start-up éco-innovante » : Ama Mundu Technologies



concitoyens. C'est ainsi qu'est né le Diffbus nouvelle génération avec deux stations de recharge pour être aujourd'hui le premier réseau public communal 100% électrique au monde.

Ces trois projets répondent parfaitement aux critères fixés dans le règlement du Prix de l'Environnement, à savoir l'écologie, l'innovation, la réalisation pratique et l'économicité.

Dans son discours précédant la remise du Prix de l'Environnement, le directeur de la FEDIL, René Winkin, s'est félicité des projets de très bonne qualité présentés dans le cadre de ce concours. Ils illustrent à merveille la relation étroite entre progrès écologique et esprit d'initiative des entreprises. Il a souligné, par ailleurs que les projets primés par la FEDIL s'inscrivent parfaitement dans la mise en œuvre au Luxembourg de la stratégie de Jeremy Rifkin. Les lauréats démontrent que les concepts d'économie circulaire, d'électromobilité et de recyclage sont déjà une réalité dans les entreprises. Ce sont aussi des exemples d'une croissance qualitative et durable, à laquelle nous aspirons pour notre pays.

Les lauréats se sont vu remettre leurs diplômes ainsi que des films conçus spécifiquement pour l'occasion et qui illustrent les projets respectifs.

Lancé pour une première fois en 1987 dans le cadre de l'année européenne de l'environnement et, après quelques éditions annuelles, le prix est organisé dans une cadence bisannuelle depuis le début des années '90, ceci en alternance avec le Prix de l'Innovation de la FEDIL. Depuis son lancement, le Prix de l'Environnement s'inscrit dans le cadre du Prix européen de l'environnement que la Commission européenne organise tous les deux ans en collaboration avec les organisateurs des prix nationaux dans

les pays membres de l'UE et dans les pays candidats à l'accession. Les lauréats luxembourgeois seront candidats pour le concours européen.

www.fedil.lu



Peintures Robin, lauréat dans la catégorie « économie circulaire »



Sales-Lentz, lauréat dans la catégorie « mobilité urbaine éco-innovante » pour le projet « Diffbus »

Le Courage de la Vérité

Par Robert Goebbels

L'histoire de l'humanité est une longue quête d'énergie. De la maîtrise du feu jusqu'à la fission ou demain la fusion nucléaire, l'homme a toujours su utiliser des sources énergétiques nouvelles. Cela a transformé son environnement. La prise de conscience de l'impact des activités humaines sur le climat incite la communauté internationale à vouloir réduire les émissions de gaz à effet de serre. Notamment le CO₂ produit à partir d'énergies fossiles.

Le discours dominant est aux « énergies douces », aux « renouvelables ». Il est évident que la force de l'eau, celle du vent et surtout le flux continu d'énergie en provenance du soleil méritent d'être utilisés davantage. Malheureusement toutes ces sources d'énergies posent problème. La construction de nouveaux barrages se heurte aux défenseurs de la nature. Où construire dans notre pays un nouveau barrage comme celui d'Esch-sur-Sûre ? Les éoliennes ne sont pas acceptées par les riverains, car elles défigurent les paysages. Les panneaux photovoltaïques dérangent moins, mais leur rendement est trop intermittent dans un pays où le soleil brille 1.500, tout au plus 2.000 heures par an, alors que l'année en compte 8.760.

Le gouvernement veut faire de nous des « prosumers », des producteurs et consommateurs d'énergie photovoltaïque. Très bien. Mais comment résoudre le problème du stockage de l'énergie produite en trop lors d'une période de grand ensoleillement ? Comment assurer l'approvisionnement pendant les 6.000 à 7.000 heures sans soleil ? Quels « back-up » sont disponibles, sont possibles ?

Une des rares sources d'énergie n'émettant pratiquement pas de CO₂ reste le nucléaire. Dans un pays vivant à l'ombre de Cattenom le seul fait d'y faire référence est constitutif d'outrage à la Nation. Pourtant notre pays continue d'importer 4 fois plus d'énergie nucléaire que le

« renouvelable » produit au niveau national. Les électrons circulant sur les réseaux transeuropéens ne sont de toute façon pas estampillés d'après leur origine.

Nos grands voisins font l'amère expérience qu'il y a un gouffre entre l'ambition verte et la réalité brutale. L'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire après Fukushima. Depuis les émissions de CO₂ augmentent en RFA. L'effort énorme accompli en matière d'énergies solaire et éolienne a nécessité le maintien de centrales à charbon afin de pallier à l'intermittence des sources dites douces. La France vient de s'apercevoir qu'il ne suffit pas de décréter une sortie du nucléaire par la loi. Placé devant l'alternative de fermer des centrales nucléaires jusqu'à 2025 et d'ouvrir des centrales à charbon pour couvrir les besoins énergétiques de la France, le plus vert des ministres, Nicolas Hulot, s'est incliné devant la réalité. Il promet maintenant de réduire pour 2030 ou au plus tard pour 2035 la part du nucléaire dans l'électricité française à 50%.

Comme disait un certain Lénine : « Les faits sont têtus ! » Il ne suffit pas de décréter des ambitions prétendument vertueuses. Il faut avoir le courage de la vérité. La décarbonisation prendra bien plus longtemps que ne le prêchent certains idéologues. Il faut raison garder et ne pas sacrifier à toute mode écologiste. Ainsi, la voiture électrique devra encore subir beaucoup d'améliorations, notamment au niveau des batteries, avant d'être réellement exemplaire en matière d'émissions. Il faut cesser de blâmer le diesel, dont le pouvoir calorifique et le contenu en bio-carburants est bien supérieur à celui de l'essence, émettant ainsi moins de CO₂ que ce dernier.

La politique se doit d'observer une neutralité technologique, afin de permettre l'émulation scientifique. C'est d'ailleurs le secteur industriel qui est en pointe en matière d'économie d'énergies et d'efficacité énergétique. Ce sont les industriels, pas les idéologues, qui vont gagner la bataille pour un environnement meilleur.

Robert Goebbels, ancien ministre de l'Économie et de l'Énergie



eGovernment - On Your Computers, Get Set, Go!

By Jean-Marc Zahlen



Currently holding the Presidency of the Council of the European Union, Estonia does not miss a chance to promote its digital revolution and to strengthen its position as a global digital leader for eGovernment operations.

Relying on a strong ICT infrastructure of decentralized nature (i.e. the “X-Road” – as technology is the primary enabler of eGovernment services) and a strong legal framework for security and protection of personal data, every Estonian citizen has a state issued digital identity which is used for online authentication and digital signature, allowing citizens and businesses to access a broad number of public services online from around the world. Upon the point that “E-stonia” has been labelled the world’s most advanced digital society by the magazine “Wired”².

The benefits of adopting a digital approach to public services are potentially huge in economic terms, as for instance, it is estimated that, in Estonia, near-universal adoption of electronic identification creates savings of 2% of annual GDP³. Thus, in the context of the Estonian Presidency of the Council, Europe finds itself confronted to a major opportunity to boost its competitiveness and to make interactions easier and more transparent between citizens, businesses and the government.

According to Bloomberg’s⁴, the only reason why more countries aren’t adopting Estonia’s eGovernment system is the absence of political will. This might now improve as a declaration on eGovernment (“The Tallin Declaration on eGovernment⁵”) has been signed by 32 countries of the European Union and the European Free Trade Area (including Luxembourg) at the ministerial meeting during the Estonian Presidency of 6 October 2017. Basically, the participating countries approved the vision laid out in the EU eGovernment Action Plan⁶ to «strive to be open, efficient and inclusive, providing borderless, interoperable, personalised, user-friendly, end-to-end digital public services to all citizens and businesses».

To reach this ambition, participating countries engage themselves to take steps to ensure citizens and businesses interact digitally with public administrations, to implement the “once-only” principle for key public services, to ensure that information security and privacy needs are met and to increase the uptake of national eID schemes following the European framework on electronic identification and trust services for electronic transactions in the internal market (eIDAS⁷). Furthermore, engagement encompasses steps to provide transparent, open and interoperable public services to allow EU citizens and businesses to better manage their personal data and to facilitate cross-border access to digital public services.

It might also be interesting to acknowledge that the declaration was signed for Luxembourg by Mr. Gilles Feith, Government CIO and director of the CTIE (Centre des technologies de l’information de l’État), which may underline the willingness of the government to push things forward. In one way or another, there’s not much time to lose to fulfil the taken commitment in order for efficient, digital eGovernment services “à la luxembourgeoise” to become an argument for competitiveness and economic promotion. Like the French President Mr. Macron and his Secretary of State for Digital Mr. Mahjoubi, French Prime minister Édouard Philippe has repeatedly reaffirmed that the digital transformation of public administrations remains a top priority for his government and recently announced on Twitter that “the Estonian reality is the French objective in terms of e-government by 2022⁸”. The race has started - ON YOUR COMPUTERS, GET SET, GO!

Jean-Marc Zahlen is Project Manager at FEDIL

¹ <https://e-estonia.com/solutions/interoperability-services/x-road/>

² <http://www.wired.co.uk/article/digital-estonia>

³ https://www.eu2017.ee/sites/default/files/2017-09/EU2017_Tallinn%20Digital%20Summit%20Background%20Paper_O.pdf

⁴ <https://www.bloomberg.com/view/articles/2015-03-04/envying-estonia-s-digital-government>

⁵ <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/ministerial-declaration-egovernment-tallinn-declaration>

⁶ <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/european-egovernment-action-plan-2016-2020>

⁷ https://ec.europa.eu/futurium/en/system/files/ged/eidas_regulation.pdf

⁸ <https://twitter.com/ephilippepm/status/880096407578963968>

Espaces de télétravail

Par Patricia Hemmen



Le télétravail continue à occuper une place marginale dans l'emploi luxembourgeois, ceci en dépit de son potentiel certain pour mieux équilibrer la vie professionnelle et privée et pour réduire le trafic avec ses effets néfastes sur l'environnement. Malgré un grand intérêt aussi bien des entreprises que des salariés, les problématiques en matière fiscale et de sécurité sociale liées au travail à l'étranger, et en particulier au travail des frontaliers dans leur pays de résidence, empêchent de nombreux employeurs d'offrir au personnel la flexibilité de travailler à domicile.

Pour réussir à promouvoir le télétravail au Luxembourg, la recherche de solutions avec les pays limitrophes visant à résoudre les conflits d'imposition et d'affiliation, auxquels sont confrontés les frontaliers qui travaillent régulièrement à domicile, doit rester la priorité absolue. Dans l'attente de l'aboutissement des adaptations nécessaires, et sans plus tarder, des modèles alternatifs de télétravail doivent cependant être envisagés. La main-d'œuvre qualifiée frontalière, dont nos entreprises ont besoin pour rester compétitives, est déjà aujourd'hui de moins en moins encline à faire face au trafic transfrontalier quotidien. Un bon équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, avec la possibilité de travailler à domicile, commence à devenir plus important dans leur choix d'emploi qu'un package salarial attrayant. Si cela est actuellement déjà le cas surtout pour les jeunes diplômés, ce sera encore plus le cas pour les générations à venir. Outre les difficultés de recrutement déjà existantes pour beaucoup de postes qualifiés, l'attractivité des entreprises luxembourgeoises pour la main-d'œuvre frontalière est donc fortement en danger.

Or, le travail à domicile n'est pas le seul mode de travail à distance. Ainsi, les télétravailleurs peuvent effectuer leurs missions depuis leur domicile, mais tout aussi

bien dans des télécentres. Établis près des frontières, l'existence de tels espaces de télétravail permettrait aux salariés, et notamment aux frontaliers, de travailler plus près de chez eux. Dans ce contexte, Monsieur le Premier ministre, Xavier Bettel s'est prononcé, dans sa déclaration de politique générale sur l'état de la nation du 26 avril 2017, sur un modèle de soutien aux entreprises pour la mise en place d'immeubles de bureaux partagés près des frontières.

Une première consultation réalisée auprès d'une sélection d'entreprises de différentes tailles et secteurs a fait apparaître un grand support parmi nos membres pour cette suggestion. Elles estiment que le travail, du moins partiel, dans des espaces de télétravail près des frontières pourrait convenir à une large partie de leurs salariés. Même s'il s'agit d'une solution intermédiaire, elles sont convaincues que de tels espaces de télétravail contribueraient déjà à considérablement réduire les déplacements des travailleurs non-résidents et à soulager les routes. Par ailleurs, contrairement aux craintes exprimées par certains, ce n'est pas la volonté des entreprises luxembourgeoises d'installer leur personnel dans des infrastructures sur territoire français. Au contraire, des immeubles de bureaux partagés mis en place de ce côté-ci des frontières avec les trois pays voisins seraient largement préférés.

Les entreprises demandent donc que des mesures soient prises pour concrétiser dans les meilleurs délais le modèle de soutien aux entreprises tel qu'annoncé par le Premier ministre. Toutefois, des problèmes d'ordre si pratique ne peuvent être résolus sans sonder les différents besoins et associer l'ensemble des parties concernées. De l'identification des sites d'implantation à la conception et réalisation des locaux, le projet doit être une collaboration entre les promoteurs, les décideurs et les entreprises.

Enfin, il convient de rappeler l'importance d'une politique cohérente pour éviter des approches contradictoires entre Ministères, notamment en matière d'aménagement du territoire et des zones frontalières, qui risqueraient de constituer un frein à la mise en place des espaces de télétravail.

Patricia Hemmen est conseillère auprès de la FEDIL

À l'échelle des sanctions

Par Patricia Hemmen



Le Code du travail ne prévoit pas de sanctions disciplinaires autres que le licenciement. Même des sanctions très courantes comme les avertissements n'y sont pas mentionnées. Cependant, dans un grand nombre d'entreprises, en cas d'indiscipline du salarié, de telles sanctions sont susceptibles d'être prononcées. C'est seulement si le comportement du salarié ne s'améliore pas que l'employeur décide finalement qu'il n'a pas d'autre choix que de mettre fin à la relation de travail. En l'absence de base légale toutefois, les juridictions compétentes en matière de droit du travail ont longtemps hésité à admettre la validité de toute sanction qui n'était pas un licenciement. Il n'a été que progressivement reconnu que des sanctions consistant, par exemple, en une retenue d'un quart du salaire mensuel ou un reclassement temporaire dans une carrière inférieure avec diminution de salaire pour une durée de 12 mois,² étaient moins lourdes que la sanction du licenciement et dès lors plus favorables au salarié.

Or, pour pouvoir être appliquée, la sanction doit, en vertu d'une jurisprudence récente, être prévue par une clause soit de la convention collective soit du contrat de travail. Par ailleurs, un certain degré de précision doit être satisfait. Même si la Cour d'appel reconnaît que « le droit disciplinaire tolère, dans l'établissement des peines à encourir, une certaine marge d'appréciation à l'autorité qui prononce la sanction, les critères de la peine doivent permettre à la personne concernée de prévoir avec une sûreté suffisante l'importance de la peine qu'elle risque d'encourir en cas de manquement avéré. »³ Ainsi, elle considéra que le libellé de la sanction de « rétrogradation temporaire dans une classe de rémunération inférieure » prévue dans la convention collective soumise à sa revue était, contrairement à celui des autres sanctions y visées, « trop vague et imprécis pour permettre à un salarié de prévoir la sévérité de la sanction susceptible de lui être infligée ». Il manquait

de précisions tant quant à la « catégorie salariale dans laquelle la personne concernée risque d'être placée » que « quant à la durée ou au moins à la durée maximale de la sanction temporaire ».

Afin d'atténuer le risque de voir les sanctions futures annulées par les cours et tribunaux, il est donc recommandé aux employeurs d'introduire un catalogue de sanctions dans les futurs contrats de travail et conventions collectives, respectivement à mettre ce point à l'ordre du jour des prochaines négociations. Il convient ensuite de veiller à une rédaction soignée. D'une part, les différentes sanctions doivent être décrites avec suffisamment de précision. D'autre part, il est encore important que l'employeur se réserve le choix de recourir, à sa seule discrétion, à la sanction qui lui semble la plus appropriée à la gravité de l'infraction, sans être obligé à passer par d'éventuelles étapes antérieures ou à suivre une certaine hiérarchie.

Finalement, il est regrettable que, contrairement aux contrats de travail et aux conventions collectives, la Cour n'ait pas précisé si des sanctions disciplinaires pouvaient également être introduites par voie de règlement interne. Pour autant qu'elles soient plus favorables pour les salariés que le licenciement, aucune distinction ne devrait, à notre avis, être faite entre ces différents instruments. Enfin, et indépendamment de tout régime disciplinaire, n'oublions pas que l'article L. 224-3. du Code du travail autorise également l'employeur de fixer des amendes via règlement interne régulièrement affiché et de pratiquer de ce chef des retenues salariales jusqu'au dixième du salaire.

Patricia Hemmen est conseillère auprès de la FEDIL

1 Cour de cassation, 25.04.2013, n°31/13, n°3115 du registre.

2 Cour de cassation, 2.07.2015, n°63/15, n°3501 du registre.

3 Cour d'appel, 12 octobre 2017, n°38055 du rôle. Dans le même sens : Cour d'appel, 30 mars 2017, n°42278 du rôle.

Lu & approuvé

« Quand j'ai un coup de blues, je vais voir les machines. »

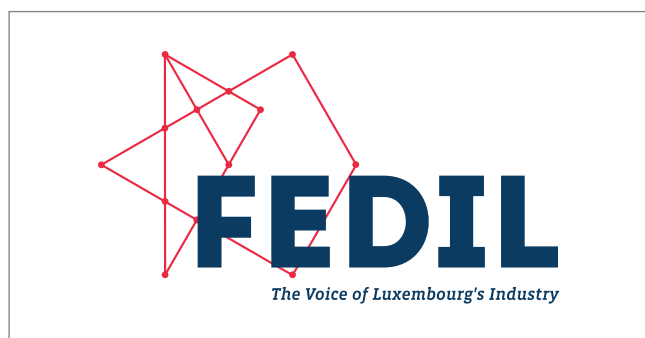
Jacques Lanners (Président du directoire de Ceratizit)

Au sujet de sa passion pour son métier et Ceratizit comme « hidden champion » dans l'article « Quand j'ai un coup de blues, je vais voir les machines » de Thierry Raizer, Paperjam, décembre 2017.



COP BONN 2017

À propos de la FEDIL



Depuis 1918 la FEDIL agit comme fédération entrepreneuriale multisectorielle, conférant une voix aux industriels et entrepreneurs, encourageant l'activité économique du pays. La communauté d'entreprises de la FEDIL se caractérise par son ouverture sur l'international, par son esprit d'innovation et par sa volonté de collaborer et de partager les expériences dans l'intérêt du progrès économique.

La FEDIL représente aujourd'hui plus de 550 membres dans quelque 37 secteurs d'activité, de la start-up jusqu'aux grands fleurons de l'économie. Les membres de la FEDIL représentent 95% de l'industrie manufacturière, 75% de l'activité de recherche privée, 25% de l'emploi et 35% du PIB. Elle chapeaute par ailleurs 20 associations sectorielles.

La FEDIL accompagne ses membres par une panoplie de services, notamment le conseil, la représentation, la création de contenus et le networking. Pour garantir cet encadrement, la FEDIL ne cesse de développer et de dynamiser ses réseaux. Sa démarche par projets thématiques permet d'inclure la participation active de ses membres dans la définition des positions, contenus et activités. Clairement délimités dans le temps, ancrés dans l'actualité et ayant un caractère innovateur, les projets FEDIL réunissent des experts représentant les entreprises membres autour d'un sujet bien précis, leur ouvrant de nouvelles voies

d'interaction. Les projets se dotent ainsi d'une approche pluridisciplinaire et dynamisante encadrée par l'équipe permanente de la FEDIL. Les projets prennent la forme de workshops et groupes de réflexion et demandent une disponibilité ainsi qu'une implication active des participants.

Sur le plan international, la FEDIL est affiliée à Business-Europe (www.businesseurope.eu) et dispose depuis 2003 d'un bureau de représentation à Bruxelles dirigé par son conseiller Affaires européennes. En tant qu'organisation représentative des employeurs luxembourgeois, la FEDIL collabore aux activités de la Conférence internationale du travail (OIT) à Genève. Elle est, par ailleurs, membre de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) ainsi que du Bureau consultatif économique et industriel (BIAC) auprès de l'OCDE.

Entretien un contact régulier aux niveaux national et européen avec les représentants politiques, les pouvoirs publics, les milieux économiques et les syndicats, la FEDIL s'efforce d'infléchir les décisions politiques et administratives dans l'intérêt de la libre entreprise. Par ailleurs, la FEDIL est étroitement associée à la préparation des décisions en matière économique et sociale par sa représentation dans de nombreux organes consultatifs institués par les pouvoirs publics.

Main dans la main avec ses membres et ses partenaires, la FEDIL souhaite accompagner la transformation du pays par ses industries et entreprises. Tout en valorisant leur rôle primordial dans notre pays et son écosystème, la FEDIL souhaite les aider dans la préparation de leur avenir. Les priorités actuelles de la FEDIL sont ainsi la promotion des secteurs représentés auprès de la jeunesse et la recherche de talents, la transformation technologique de l'industrie et le développement durable de l'économie luxembourgeoise.

www.fedil.lu

Comprendre le leasing financier

Pour accompagner le développement de votre entreprise

Qu'est-ce que le leasing ?

Le leasing, dans le langage commun, est un mot « valise » représentant une technique de financement via une opération de crédit assortie d'un bail de location. Le leasing regroupe plusieurs réalités économiques dont notamment la location simple et le leasing opérationnel ainsi que des formules plus élaborées dont fait partie le leasing financier.

Comment fonctionne le leasing financier ?

Le leasing financier prend la forme d'un contrat de location d'un bien, conclu pour une durée définie. La durée du contrat est proche de la durée de vie économique du matériel ; la durée d'amortissement. Au terme de ce contrat, le locataire aura payé l'intégralité du prix d'acquisition. Il dispose alors de 3 options : la prolongation du contrat, la restitution du matériel ou l'acquisition du matériel à la valeur fixée au début du contrat.

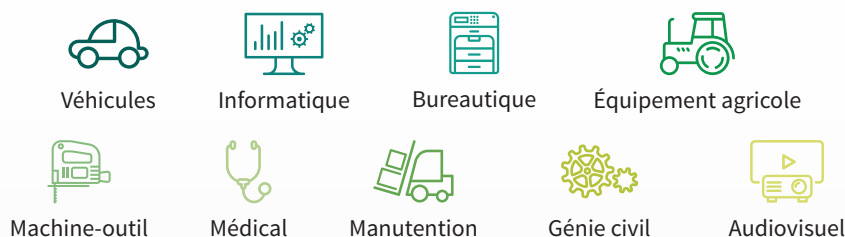


Qui peut se financer en leasing ?

Tous les professionnels, quels que soient la taille de l'entreprise et le secteur d'activité :

- Entreprises industrielles et commerciales
- Entreprises artisanales et agricoles
- Professions libérales et associations
- Entreprises publiques, administrations et collectivités locales

Que financer ?



Quels sont les avantages ?

- Trésorerie, fonds propres et capacité d'endettement préservés
- Financement du matériel à 100 %
- Préfinancement de la totalité de la TVA par la société de leasing
- Bonification d'impôts pour les investissements (article 152 bis LIR.2)
- Opération hors bilan qui n'alourdit pas votre situation bilantaire
- Déductibilité fiscale des loyers du contrat de leasing

BNP PARIBAS Lease Group Luxembourg en quelques chiffres :



1978

année de la création de la société, filiale à 100 % de BGL BNP Paribas



2.600

clients



10.000

contrats en cours



27

collaborateurs



127 millions

financés en 2016



«Nos équipes d'experts dédiés conseillent leurs clients à toutes les étapes de leurs projets, depuis l'élaboration jusqu'à la mise en œuvre. Ce sont des professionnels qui connaissent bien le secteur d'activité du client, comprennent les enjeux de leur métier et savent anticiper les tendances fortes du marché.»

Vincent Hainaut, General Manager
BNP Paribas Lease Group Luxembourg

VOUS SOUHAITEZ FAIRE APPEL À NOTRE EXPERTISE ?



Contactez-nous au
(+352) 42 42-85 06



BNP PARIBAS
LEASING SOLUTIONS

Business is ON



Offrez-vous le 1^{er} réseau de stations-service au Luxembourg !

BP + Aral Routex Card Luxembourg

Tél. : 34 62 62 - 29

aralcard@aral.lu

Contactez-nous immédiatement pour profiter d'une carte sans aucun frais qui vous fait bénéficier d'une multitude d'avantages* !

*sous réserve d'acceptations de votre dossier par notre service crédit.



Alles super.